

# Qu'est-ce que l'écosocialisme ?

Application au Parti de Gauche (FR) et au Mouvement VEGA (BE)

Mémoire réalisé par  
**Florent Leduc**

Promoteur(s)  
**Benoît Rihoux**

Lecteur(s)  
**François Randour**

Année académique 2016-2017  
**Master 60 (SPOL2M1) – sciences politiques, orientation générale**

## **Déclaration de déontologie**

« Je déclare sur l'honneur que ce TFE a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur. Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave. »

## **Avant-propos**

Je tiens à remercier le Professeur Benoît Rihoux, pour ses conseils et ses réorientations qui m'ont permis de clarifier mes latitudes de recherche, ainsi que pour la liberté qu'il accorda à mon cadre d'analyse.

Je remercie ma famille pour son soutien indéfectible et pour m'avoir permis de prolonger mes études d'une année supplémentaire. Elle sait ô combien ces mois de recherche furent charnières dans ma quête de sens.

Je remercie tout particulièrement mon frère et mon père pour leur passion commune de l'écologie de terrain grâce à laquelle j'ai pu prendre la mesure de ce que doit être une vraie révolution écosocialiste.

Je remercie également Mohssin El Ghabri pour avoir élagué ma voie quand celle-ci était encore embryonnaire et fort encombrée.

Enfin, je remercie mes amis, Fabien et Martin, pour nos discussions ardennaises qui m'ont permis d'inscrire ma recherche dans un système plus grand que moi et qui me survivra.

# Table des matières

Introduction.....	1
1. Question de recherche et cadre d'analyse.....	1
1.1 Question de recherche.....	1
1.1.1 Méthodologie.....	1
1.1.2 Présentation du cadre d'analyse.....	3
1.1.3 Hypothèses.....	5
1.2 Définition du cadre d'analyse.....	6
1.2.1 De quel socialisme sera-t-il question ?.....	6
1.2.2 De quelle écologie politique sera-t-il question ?.....	8
2. Généalogie de l'écosocialisme.....	10
3.1 Périmètre temporel.....	10
3.2 Les liens politico-historiques de l'Homme à la nature.....	11
3.2.1 Les Amérindiens.....	12
3.2.2 Les Lumières et le Romantisme.....	14
3.2.3 Premiers liens entre socialisme et écologie.....	15
3.2.4 L'influence du marxisme.....	16
3.2.5 L'écosocialisme contemporain.....	18
3. Définition de l'écosocialisme.....	22
3.1 Une lutte anticapitaliste et antiproductiviste.....	22
3.1.1 Introduction.....	22
3.1.2 Un changement philosophique.....	23
3.1.3 Une critique marxiste du capitalisme.....	25
3.1.4 Une critique du travail capitaliste.....	26
3.1.5 Le recours aux nouvelles technologies.....	27
3.1.6 Vers un nouveau système.....	28
3.2 Le renouveau socialiste.....	28
3.2.1 Introduction.....	28
3.2.2 La rencontre du socialisme et de l'écologie politique.....	29
3.2.3 La critique écologiste du productivisme social.....	31
3.3 Une révision de la démocratie.....	32
3.4 Une économie de la coopération.....	34
3.4.1 Introduction.....	34
3.4.2 Une économie restreinte aux limites naturelles.....	35
3.4.3 La reconnexion du producteur et du consommateur.....	36
3.4.4 Un changement des habitudes alimentaires.....	37
3.4.5 Révision de la notion de travail.....	38
3.4.6 Une autre production énergétique.....	39
3.4.7 Vers une économie de la gratuité.....	40
3.5 Un renouveau écologique ou la critique du « capitalisme vert ».....	41
Conclusion.....	44
4. Bibliographie.....	47
5. Annexes.....	53
5.1 Le Parti de gauche.....	53
5.1.1 Une lutte anticapitaliste et antiproductiviste.....	53
5.1.2 Le renouveau socialiste.....	55
5.1.3 Une révision de la démocratie.....	56
5.1.4 Une économie de la coopération.....	58
5.1.5 Un renouveau écologique ou la critique du « capitalisme vert ».....	59
5.2 Le Mouvement VEGA.....	59
5.2.1 Une lutte anticapitaliste et antiproductiviste.....	60
5.2.2 Le renouveau socialiste.....	62
5.2.3 Une révision de la démocratie.....	62
5.2.4 Une économie de la coopération.....	64
5.2.5 Un renouveau écologique ou la critique du « capitalisme vert ».....	65

## Introduction

La présente recherche a pour ambition d'analyser la problématique de l'écosocialisme afin d'en déduire une définition. A cet égard, nous analyserons les suggestions avancées par les écosocialistes, communément appelés les « Rouges-Verts » et ce plus précisément à travers deux partis politiques européens : le Mouvement VEGA en Belgique et le Parti de Gauche en France. Ce courant de pensée tout tourné vers la gauche reste assez nébuleux. Souvent envisagé comme un « socialisme débarrassé de la logique productiviste et une économie farouchement anticapitaliste » (Manifeste du Parti de gauche, 2013, p. 1.), l'écosocialisme tend aujourd'hui à homogénéiser sa définition.

« *The reigning capitalist system is bringing the planet's inhabitants a long list of irreparable calamities.* » (Löwy, 2005, p.15). Dans son acception sémantique actuelle, l'écosocialisme se définit principalement par une opposition au système capitaliste. Le raisonnement écosocialiste repose en effet sur deux arguments essentiels : premièrement, la production et la consommation de l'Homme capitaliste fondées sur le capital, le profit et les produits de base ne peuvent mener qu'à une dégradation de l'écosystème ; secondement, l'espèce humaine étant dépendante de l'environnement, la poursuite des logiques capitalistes la menace directement. Donc, comme le dit Gaëtan Gorce, l'écosocialisme invite « à la constitution d'un socialisme écologique, c'est-à-dire d'une pensée de l'émancipation et de l'organisation sociale reconstruite autour de la problématique nouvelle soulevée par l'épuisement de la planète qu'entraîne inexorablement un système économique tournant sur lui-même. » (Gorce, 2015). Ainsi, nous pouvons d'ores et déjà affirmer que l'écosocialisme se présente comme une « critique radicale de la société industrielle et notamment de la destruction des relations avec l'environnement » (Löwy, 2005, p.15) qu'elle engendre.

Deux mouvements forment la genèse de l'idéologie écosocialiste : le socialisme et l'écologie politique. La pensée écosocialiste se présente en effet comme une relecture critique de la pensée marxiste – notamment en opposition avec son interprétation productiviste, et comme un prolongement de la pensée écologique qui demeure bien souvent un simple environnementalisme dépourvu d'efficacité. Le grand défi de l'écosocialisme contemporain serait donc de trouver un compromis écologique au marxisme: « *The ecological issue is, in my opinion, the great challenge for a renewal of Marxist thought at the threshold of the 21<sup>st</sup> century.* », avance Löwy (2005, p.16).

Selon Löwy, le problème majeur des écologistes est qu'ils sont incapables de gérer la combinaison du capitalisme avec le productivisme : « *An ecology that does not recognize the relation between "productivism" and the logic of profit is destined to fail – or, worse, to become absorbed by the system.* » (Löwy, 2005, p.17). De même, il convient que les écologistes abandonnent certaines de leurs tendances au naturalisme antihumaniste. Pour d'aucuns tels que le co-fondateur du Parti de Gauche, Jean-Luc Mélenchon, l'écosocialisme est « la nouvelle définition de la démarche socialiste ». A travers cette étude, il sera aussi question d'analyser ce à quoi pourrait ressembler la gauche de demain au diapason des enjeux de société tels que l'écologie.

## **1. Question de recherche et cadre d'analyse**

### **1.1 Question de recherche**

#### *1.1.1 Méthodologie*

Quant à notre manière de procéder, nous aborderons le sujet par une méthode en deux temps. Dans un premier temps, nous tenterons, par le recours à un certain nombre de critères, de définir ce qu'est l'écosocialisme en tant qu'idéologie politique. Ensuite, nous appliquerons cette définition aux deux partis envisagés. Dans le cadre d'un *Travail de fin d'études* en Master 60, pour des raisons de proportions, nous serons contraints de faire figurer cette application pratique en annexe. Pour aboutir à une définition qui servira de grille de lecture des deux cas d'étude, nous ne nous baserons pas sur l'application de l'idéologie écosocialiste au sein même de partis. Nous nous contenterons de définir l'écosocialisme à partir de jalons théoriques récurrents dans ce qui fonde sa doctrine, c'est-à-dire à travers la littérature scientifique figurant dans notre bibliographie (v. infra).

La sélection de ces jalons théoriques se fera en fonction de leur pertinence quant à l'analyse *a posteriori* des deux partis politiques. Avant cela, nous recourrons à une méthodologie allant du général au particulier pour définir ce qui fonde l'écosocialisme, à savoir le socialisme et l'écologie politique. En effet, il conviendra de définir ce que nous entendrons par « socialisme » et « écologie politique classique » afin de s'accorder sur la délimitation de notre recherche. De même, nous devons définir précisément les limites du socialisme et de l'écologie au sein lesquelles nous circonscrivons nos recherches pour en faire des concepts

opératoires. C'est par ce biais que nous pourrions analyser la réalité conformément aux conjectures théoriques que nous aurons établies.

Enfin, une fois l'idéologie écosocialiste définie à partir d'un certain nombre de critères, nous passerons au deuxième temps de notre étude. Il s'agira d'analyser dans quelle mesure le Mouvement VEGA et le Parti de Gauche sont-ils dépositaires de l'idéologie écosocialiste et dans quelle mesure peuvent-ils être considérés comme des partis « Rouges-verts ».

Envisagée de cette manière, notre étude ne suivra pas une démarche hypothético-déductive classique. Nous ne formulerons pas d'hypothèses à partir desquelles nous serons susceptibles de déduire des conséquences observables dans le futur. Il n'y aura pas d'hypothèse causale dans cette recherche mais bien des correspondances entre les éléments de définition envisagés dans le premier temps de la méthode et leur application aux deux partis politiques.

Les critères de définition permettront de passer au peigne fin les manifestes fournis par les partis. C'est en effet sur base de ces deux manifestes que nous échafauderons nos comparaisons entre la définition de l'écosocialisme et la politique des partis. Nous n'élaborerons pas de correspondance avec les actes politiques du Mouvement VEGA et du Parti de Gauche puisqu'étant des partis d'opposition et ne pourvoyant que peu de postes, leur politique publique n'est que trop faible pour servir d'outil d'analyse.

Par ailleurs, l'une des difficultés de notre étude résidera dans la critique des sources que nous utiliserons. En effet, la plupart des analyses de l'idéologie écosocialiste ont été menées par des théoriciens se revendiquant eux-mêmes comme étant écosocialistes. A nous d'en avoir une lecture la plus objective possible pour tenter de définir scientifiquement les assises théoriques de l'écosocialisme.

### *1.1.2 Présentation du cadre d'analyse*

Pour ce qui est du cadre d'analyse, nous avons donc décidé de nous focaliser sur deux partis en particulier : le Mouvement VEGA et le Parti de Gauche. Nous avons décidé de nous intéresser à ces partis politiques tout d'abord parce qu'ils se revendiquent tous deux comme étant écosocialistes, ensuite parce qu'ils nous permettront une analyse de leurs programmes à partir de l'exégèse de leurs manifestes écosocialistes respectifs. En effet, chacun des deux partis fournit un manifeste détaillant l'ensemble de son programme politique et de son idéologie. Notons toutefois, qu'au cours de notre étude, nous avons appris la dissolution du parti le 28

avril 2017 pour s'allier avec le Mouvement de gauche et ainsi former le « Mouvement Demain ».

Nous avons également choisi de travailler sur ces deux partis parce qu'ils s'inscrivent dans une même lignée, celle de la gauche européenne qui a récemment décidé d'incorporer l'écologie comme tenant important de sa politique. En Europe, un nombre de plus en plus croissant de partis politiques se revendiquent de l'idéologie écosocialiste. C'est notamment le cas de *Syriza*<sup>1</sup> en Grèce, de *Os Verdes* au Portugal, de *Sinistra, ecologia e libertà* en Italie ou encore de l'*Alliance de la gauche verte nordique* fédérant plusieurs partis scandinaves. Notons également que certaines mouvances politiques non-partisanes font également de l'écosocialisme leur cheval de bataille (ex : le mouvement de *La France insoumise* de Jean-Luc Mélenchon). A cela s'ajoute une longue tradition écosocialiste en Allemagne que nous ne manquerons pas de mentionner dans notre étude dans le chapitre consacré à la généalogie de l'écosocialisme. Il semble donc intéressant d'analyser deux exemples de cet ensemble écosocialiste européen. Notre étude prendra donc sa source aux origines de l'écosocialisme européen. D'un point de vue spatio-temporel, notre étude s'étalera donc de la seconde moitié du XX<sup>e</sup>s. (en étudiant surtout le mouvement écosocialiste allemand qui fait référence en la matière) jusqu'à aujourd'hui par l'application à deux partis européens contemporains.

Il y a également un intérêt particulier à retirer d'une analyse de deux cas d'étude plutôt que d'un seul. En effet, d'une part cela nous permettra de procéder à une étude binaire de l'écosocialisme décliné à travers deux pays différents et d'autre part, cela nous permettra de généraliser nos résultats à la Belgique et à la France entières puisqu'il s'agit des deux seuls partis se revendiquant officiellement comme écosocialistes. Cette démarche binaire permettra donc d'apporter une certaine valeur ajoutée à notre étude.

Pour ce qui est de la revue de la littérature, nous pouvons mentionner trois grandes catégories de sources : les sources en langues française, anglaise et allemande. Premièrement, citons parmi les principaux théoriciens écosocialistes francophones à partir desquels nous dresserons notre définition de l'écosocialisme, les quelques auteurs suivants : André Gorz<sup>2</sup>, figure incontournable de l'écosocialisme francophone, ayant œuvré toute sa vie durant pour contribuer à la théorie de la décroissance. Nous trouverons dans son œuvre des informations précieuses concernant la doctrine écosocialiste (*Capitalisme, socialisme, écologie*, 1991 ;

---

<sup>1</sup> Alexis Tsipras a d'ailleurs accordé son soutien au Mouvement VEGA. Soutien officialisé sur le site du Mouvement VEGA, <http://vega.coop/news-posts/apportons-notre-soutien-vega/>

<sup>2</sup> De son vrai nom Gérard Horst ou Gerhart Hirsch.

*Critique du capitalisme quotidien*, 1973 ; *Bâtir la civilisation du temps libéré*, 2013 ; etc.). Nous pouvons également citer le brillant ouvrage de Françoise Gollain (« *André Gorz* » pour une pensée de l'écosocialisme, 2014) qui analyse les tenants écosocialistes de la pensée de Gorz à travers ses différents ouvrages.

A Gorz s'ajoute également le sénateur socialiste de la Nièvre, Gaëtan Gorce, qui fournit un texte court mais remarquable pour cerner les grandes lignes de l'écosocialisme : *L'écosocialisme* (2015). A côté de ces deux auteurs, nous pouvons rajouter dans la catégorie « francophone », Guillaume Desguerriers, Dominique Mourlane et Christian Gaudray (*Comprendre l'écologie politique*, 2012), Daniel Tanuro (*L'impossible capitalisme vert*, 2010) ou encore Michael Löwy (*Capital contre nature*, 2003 ; à noter que ce dernier auteur franco-brésilien s'exprime dans la littérature aussi bien en français qu'en anglais).

Deuxièmement, la littérature en langue anglaise est sans doute la plus prolifique en matière d'écosocialisme. Des auteurs tels que Ian Angus, Joel Kovel (*An ecosocialist manifesto*, 2001, avec la participation de Michael Löwy), Robyn Eckersley (*Eco-socialism : the Post-marxist synthesis*, chapitre tiré de *Environmentalism and Political Theory*, 1992) ou encore James O'Connor (*Natural Causes: Essays in Ecological Marxism*, 1997) nous serviront de base pour définir l'écosocialisme.

Enfin, il nous faut observer une remarque quant à la troisième catégorie de sources scientifiques, celle de langue allemande. La tradition écosocialiste allemande est sans doute l'une des plus importantes sur le continent européen. Malheureusement, ne maîtrisant pas l'allemand, nous n'aurons pas accès à cette littérature. En revanche, nous pourrions analyser cette tradition allemande à partir des sources en langue anglaise telles que Herbert Kitschelt (*The Logics Of Party Formation : Ecological Politics in Belgium and West Germany*, 1989) ou Thomas Poguntke (*Alternative Politics : The German Green Party*, 1993).

Ces trois catégories principales de sources permettront de déceler les arguments écosocialistes récurrents afin d'établir une définition de l'écosocialisme.

### 1.1.3 Hypothèses

Comme évoqué précédemment, notre question de recherche aura pour objectif d'interroger la part d'écosocialisme présente au sein des manifestes du Mouvement VEGA et du Parti de Gauche. L'hypothèse, comme le laissent supposer les manifestes eux-mêmes, est

que les deux partis sont bel et bien dépositaires de la pensée écosocialiste. Notre définition de l'écosocialisme permettra donc de le prouver ou de l'infirmier.

Enfin, après avoir présenté ce qui sera la structure et la méthode de notre étude, nous pouvons déjà supposer que la réponse à notre question de recherche ne sera pas manichéenne. En effet, l'écosocialisme se définit encore aujourd'hui de manière différente d'un pays ou même d'un parti à l'autre. L'intérêt de bien définir nos concepts opératoires sera de circonscrire ce que nous entendrons par « écosocialisme » en considérant bien sûr que cette définition est elle aussi tributaire du contexte scientifique dans lequel nous prenons place. Elle serait donc susceptible d'être modifiée en fonction du lieu et/ou du temps à partir desquels nous l'observons.

## **1.2 Définition du cadre d'analyse**

L'écosocialisme se veut être « une synthèse de la critique sociale portée par le socialisme et du souci de soutenabilité et de préservation des écosystèmes qui constitue l'écologie politique. » (Poyau, 2016.) Comme nous le verrons, l'écosocialisme semble s'être constitué dans le sillage d'une critique écologiste du socialisme et d'une critique marxiste de l'écologie capitaliste. Il conviendra donc de bien délimiter ce que nous entendrons à travers les concepts d'« écologie » et de « socialisme » qui sont les deux théories qui nous permettront de « questionner le réel » (Depelteau, 2010, p.160.)

Néanmoins, avant de définir l'écosocialisme, nous devons recourir à une méthodologie allant du général au particulier afin de délimiter ce qui fonde l'écosocialisme. Pour ce faire, il nous faut définir précisément les limites du socialisme et de l'écologie au sein desquelles nous circonscrivons nos recherches. Ces concepts opératoires définiront ainsi les limites de notre étude. Les définitions des concepts-clés dont nous ferons usage seront donc conventionnelles.

Par conséquent, ce ne sera ni le socialisme ni l'écologie dans leur entièreté qui seront abordés mais uniquement les aspects de ces théories qui semblent pertinents dans la corroboration ou la falsification de l'hypothèse. A ce stade, on peut donc définir notre cadre d'analyse en affirmant que l'écosocialisme est la synthèse d'un socialisme écologique et d'une écologie ardemment anticapitaliste.

### *1.2.1 De quel socialisme sera-t-il question ?*

L'écosocialisme postule de la mort du socialisme que seule l'intégration des préoccupations écologiques pourrait ramener à la vie : « C'est par l'écologie que le socialisme

pourra donc se ressourcer. » (Gorce, 2015) C'est donc d'une doctrine politique prétendument défunte que démarre l'idéologie écosocialiste. Dès lors, le socialisme historique doit donner naissance à un socialisme écologique organisant la vie sociale des Hommes en considération du caractère épuisable des ressources naturelles.

Le système économique face auquel le socialisme a dû fléchir au cours de son histoire ne peut qu'entraîner un déclin environnemental. Avec le développement du capitalisme et du libéralisme, le socialisme s'est mû en un système ne mettant que les intérêts de l'Homme au centre de ses préoccupations. C'est de ce socialisme productiviste éco-irresponsable que doit germer un nouveau socialisme « conduisant non plus seulement au respect de l'homme mais de tout ce qui fait son humanité, à savoir y compris la nature qui l'entoure et les générations qui le suivront (le « principe responsabilité »<sup>3</sup>). » (Gorce, 2015)

Les écologistes ont d'ailleurs toujours critiqué les marxistes. Selon Michael Löwy, cette critique peut se justifier tout comme elle peut être réfutée. Elle ne se justifie par car, pour Marx, « *the supreme goal of technical progress is not the infinite accumulation of goods ("having") but the reduction of the working day and the accumulation of free time ("being")*. » (Löwy, 2005) D'un autre côté, d'aucuns ont vu dans la tradition marxiste une tendance à faire du développement des forces productives le principal vecteur de progrès. D'autres y ont regretté une insuffisante critique de la civilisation industrielle et notamment dans l'inéluctable destruction des relations avec l'environnement qu'elle entraîne. On constate donc que le socialisme qui fera l'objet de notre étude se construit à la fois dans le sillage du socialisme marxiste historique mais également à contre-pied de celui-ci.

Le défi écologique place les socialistes devant leurs responsabilités. Cela dit, l'écosocialisme n'entend pas transformer les socialistes en écologistes. L'idée est de mêler les deux combats en un seul en trouvant un compromis répondant aux nécessités sociales et environnementales. Ainsi, l'écosocialisme entend faire de l'écologie un combat social. En effet, il ne s'agit pas de substituer l'idéal de progrès et d'émancipation humains au profit d'une « écologie profonde » visant à « soumettre l'individu au monde dont il avait, voici trois siècles, réussi à s'émanciper. » (Gorce, 2015) Cette vision radicale d'un socialisme soumis aux diktats d'une nature toute-puissante pourrait conduire à une restriction des libertés individuelles, à bouleverser le fonctionnement de nos démocraties et ainsi être à contre-sens des convictions socialistes fondamentales.

---

<sup>3</sup> Principe que nous aborderons dans le chapitre consacré au renouveau socialiste promu par l'écosocialisme.

Nous l'aurons donc compris, le socialisme de l'écosocialisme est celui d'une critique des dégâts environnementaux issus de son productivisme lesquels n'ont pas grand-chose à envier à ceux du capitalisme. De nombreux socialistes, et notamment ceux d'une certaine tradition marxiste, n'ont pas inclus les enjeux écologiques dans leurs préoccupations sociales. Par exemple, la production de charbon durant l'entre-deux-guerres fut l'un des principaux moteurs économiques de l'Union soviétique. Dès après la fin du second conflit mondial, l'URSS s'est donnée pour objectif de dépasser économiquement les Etats-Unis. L'industrialisation à outrance en a été l'un des fers de lance. Le tout sans grand intérêt pour les dommages écologiques auxquels donnait lieu un tel système économique. Peu avant la chute du mur de Berlin, la Tchécoslovaquie et la RDA produisaient à elles deux pas moins de 40 tonnes de CO<sup>2</sup> par an et par habitant (Tanuro, 2009).

André Gorz nomme ce nouveau socialisme, le « socialisme postindustriel et antiproductiviste » (Gollain, 2014, p. 18.). Ce dernier vient contrer une certaine tradition socialiste marxiste qui aurait tendance à dire que tous nos moyens de production sont neutres et qu'il convient impérativement que l'Homme se fasse maître de la nature. Le socialisme écosocialiste affirme en effet que cette domination humaine de la nature « entraîne inévitablement une domination de l'Homme par les techniques de domination » (Gorz, 1978, p. 28.) Ce socialisme ne postule donc pas de la maîtrise humaine de la nature.

Ainsi, le socialisme dont il sera question dans la constitution de la définition de l'écosocialisme à laquelle nous nous attèlerons sera celui d'une critique des déboires écologiques auxquels a donné lieu le socialisme historique. Il s'agira donc d'un socialisme considérant le défi écologique comme un véritable engagement social. Ainsi, nous ne considérerons pas le socialisme dans son entièreté mais uniquement dans ses aspects néfastes pour l'environnement. Il s'agira de critiquer tout ce que le socialisme a fait au profit de l'Homme mais au détriment de la nature.

### *1.2.2 De quelle écologie politique sera-t-il question ?*

L'écosocialisme est une critique de l'écologie politique dite « *mainstream* ». Celle-ci demeure bien souvent un simple environnementalisme sans efficacité. En effet, même si les dérèglements climatiques font partie intégrante de ses centres d'intérêts, le lien avec la responsabilité du système économique capitaliste n'est que rarement établi. C'est de cette écologie-là que l'écosocialisme souhaite se départir afin de fonder une synthèse écologique ayant pour premier champ de bataille l'abolition du système capitaliste : « une écologie qui

ignore ou méprise le marxisme et sa critique du fétichisme de la marchandise est condamnée à n'être qu'un correctif des « excès » du productivisme capitaliste. » (Löwy, 2011, p. 98.) C'est contre un « capitalisme vert » auquel prétend appartenir une certaine tradition écologiste que l'écোসocialisme entend se dresser.

André Gorz entend développer une écologie critique « contre la tradition marxiste dominante et de nombreux écrits de Marx lui-même d'une part, et contre une écologie entretenant le *statu quo* d'autre part » en s'inspirant du « Marx humaniste, antiproductiviste et libertaire, penseur de l'avènement d'une société de l'association. » (Gollain, 2014 ; p. 10.) Cette écologie s'oppose à celle scientiste et technocratique qui laisse encore croire que la croissance peut-être compatible avec la sauvegarde de l'environnement. Gorz nomme les partisans de cette écologie, « les technocrates de l'ordre établi ».

L'écologie politique qui nous permettra de définir l'écোসocialisme est dès lors perçue comme un véritable mouvement culturel. Selon Ivan Illich, il s'agit d'une écologie qui dépasse la simple préservation de la nature ou même de l'humanité pour se concentrer tout entière au maintien de la qualité du « monde vécu » et de « la culture du quotidien ». En ces termes, l'écologie se présente comme un véritable humanisme et de surcroît, anticapitaliste. Elle revêt ainsi une véritable dimension politique, ce qu'une simple « préoccupation environnementale *stricto sensu*, fondée sur une conscience et une connaissance des dommages planétaires, n'[en a pas la] capacité et porte le risque de conduire à une dictature « scientifique » se justifiant des lois de l'écosystème. » (Gollain, 2014, p. 21.)

Cette écologie politique humaniste renvoie à la philosophie existentialiste sartrienne. En effet, l'écologie de l'écোসocialisme se caractérise par une capacité humaine d'autolimitation de son existence. Celle-ci consiste à pouvoir se contenter de ce que l'on veut eu égard les limites physiques de l'environnement. Ainsi, ce ne sont pas les besoins imposés par le système économique et social qui sont les aspirations de l'Homme mais bien plutôt « la qualité de l'expérience subjective, et notamment corporelle »<sup>4</sup>. Les défis écologiques ne doivent donc jamais être dissociés des intérêts humains. Il ne s'agit pas de décentrer l'individu des

---

<sup>4</sup> L'insistance sur la dimension corporelle de l'existence chez André Gorz est due à l'influence des thèses phénoménologiques des philosophes Edmund Husserl et Maurice Merleau-Ponty (Maurice Merleau-Ponty, *Phénoménologie de la perception*, Paris : Gallimard, coll. « Tel », 2005, 537 p. ; Edmund Husserl (trad. Paul Ricœur), *Idées directrices pour une phénoménologie*, Paris : Gallimard, coll. « Tel », 1985, 567 p.)

préoccupations politiques mais bien de les inclure dans une démarche écologique en considérant que l'individu ne peut s'émanciper en-dehors d'une vie harmonieuse avec la nature.

Déjà en 1928, Walter Benjamin avait imaginé la maîtrise de cette relation dans son ouvrage *One-Way street* en dénonçant « an “imperialist doctrine” the idea of the domination of nature and proposed a new conception of technology as a “mastery of the relations between nature and humanity. » (Löwy, 2005) Avant d'être un projet d'intérêt collectif, cette écologie est un projet d'émancipation individuelle.

En conclusion, nous pouvons affirmer que l'écologie à la base de l'écosocialisme sera une écologie farouchement anticapitaliste, rompant avec les chimères d'un « capitalisme vert ». Mais également une écologie humaniste faisant de l'Homme le centre de ses préoccupations tout en gardant à l'esprit la nécessité de maintenir un lien philosophique et physique d'interdépendance avec la nature. Il s'agit donc d'une écologie politique s'opposant à l'écologie « *mainstream* » et au simple environnementalisme.

## **2. Généalogie de l'écosocialisme**

### **2.1 Périmètre temporel**

Le terme « écosocialisme » apparaît pour la première fois en 1975 sous la plume du scientifique prospectiviste français Joël de Rosnay. Mais ce n'est que dans les années 80, en Allemagne, que le terme fait sa véritable entrée dans le domaine politique. Le néologisme (qui ne figure toujours pas dans les dictionnaires de langue française) doit en effet sa création au parti écologiste des Verts allemands *Die Grünen* et plus particulièrement à sa section *ökosozialistische* (Richter, 1984, pp.181-182) – littéralement « écosocialiste ». Au sein du parti, c'est essentiellement grâce à Rainer Trampert et Thomas Ebermann, tous deux d'anciens communistes, que le terme acquerra ses lettres de noblesse. Nous y reviendrons.

Avant toute chose, il importe de préciser les difficultés d'une historiographie de l'écosocialisme. Retracer la généalogie de l'écosocialisme comporte plusieurs risques (Jahan, Lamy, 2016, pp. 11-32.) Premièrement, il faut prendre garde à ne pas verser dans l'anachronisme. En effet, il ne convient de parler d'« écosocialisme » qu'après l'émergence du concept d'« écologie », lequel n'apparaît en termes scientifiques qu'en 1866 (Haeckel, 1866, p. 8.), et qu'après l'émergence des théories socialistes. Ainsi, nous pouvons faire remonter les premières traces de l'écosocialisme à la fin du XIX<sup>e</sup>s. Deuxièmement, il faut faire attention à

la sémantique du terme. De fait, l'écosocialisme ne représente pas l'ensemble des tentatives d'ajuster politique sociale démocratique et respect de l'environnement dans une dynamique commune.

Ainsi, si l'écosocialisme en tant que doctrine n'apparaît véritablement que dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup>s., retracer son histoire nous obligera à fouiller ce qui en constitue les fondements et ainsi, à remonter à des temps bien plus anciens. La volonté d'harmoniser les modes de vie humains avec le respect de ce qui les rend possibles, à savoir la nature, trouve de nombreuses occurrences dans l'histoire allant « de François d'Assise à Marx en passant par Rousseau et Elisée Reclus » (Jahan, Lamy, 2016, pp. 11-32). De cette manière, il nous sera permis de donner à l'écosocialisme l'épaisseur temporelle qui lui correspond – la plus large possible afin de comprendre les enjeux qu'il mobilisa au cours de son histoire. Même si cette idéologie ne s'est vue attribuer que tardivement l'étiquette d' « écosocialisme », elle n'en a pas moins parcouru les âges à travers les rapports que l'Homme a entretenus avec son environnement et l'organisation de sa vie en société.

La généalogie que nous retraçons ici a donc pour but d'élaborer « la recombinaison d'expériences et de théories hétérogènes qui, pour la plupart, ne se sont jamais données à voir sous le nom d'écosocialisme » (Jahan, Lamy, 2016, pp. 11-32) mais qui n'en constituent pas moins la genèse. Notons également que retracer toute la généalogie de l'écosocialisme représenterait un travail d'étude à lui seul. Dès lors, nous tenterons d'en aborder uniquement les grands moments et les grandes personnalités historiques afin de fournir la vision la plus synthétique et la plus claire possible.

## **2.2 Les liens politico-historiques de l'Homme à la nature**

Depuis des temps immémoriaux, l'Homme nourrit de multiples interrogations au sujet du sens à donner à la nature et aux phénomènes naturels. Souvent envisagée comme le produit de la volonté divine, la nature a suscité nombre de cultes mystiques et de vénération auprès des Hommes. Ne parvenant bien souvent pas à en comprendre les mécanismes, ils ont préféré vivre en harmonie avec elle et l'expliquer à travers la cosmogonie et les philosophies naturelles. Néanmoins, on peut considérer que la première grande phase de destruction massive de l'écosystème sous le joug humain et sous une forme politisée commence avec l'arrivée des Européens en Amérique.

### 2.2.1 Les Amérindiens

En 1492, avec l'arrivée de Christophe Colomb en Amérique, la civilisation franchit « une étape essentielle dans le processus de mondialisation qui détruit aussi bien la diversité des cultures que celle des êtres vivants. » (Jahan, Lamy, 2016, pp. 11-32) Les conséquences de la *Conquista* et de l'arrivée de l'« Homme blanc » en territoire amérindien sont d'avoir transformé irrémédiablement les rapports des Hommes à l'environnement. En effet, ces expéditions occidentales civilisatrices se sont couplées de pillage, de chasses démesurées, de soumission, d'esclavage, de dépopulation, d'épidémies, ainsi que de nombreuses autres missions invasives aux conséquences sociales et écologiques désastreuses. A cette image de l'Homme occidental destructeur, piller et fossoyeur de la « terre mère » s'est alors opposée celle de l'Amérindien écologiste.

« Le « Peau-Rouge » allait ainsi devenir dans les années 1960 l'une des figures phares de la contre-culture européenne et nord-américaine, jusqu'à fournir aux communautés indigènes un point d'appui majeur dans la reconstruction de leur identité malmenée. Au sud du continent, cette perception plus ou moins fantasmée de l'Amérindien conduisait même les mouvements paysans autochtones à trouver dans l'alliance de l'écologie et de l'ethnisme une expression spécifique de la lutte sociale, articulée autour de la défense du territoire et de ses ressources naturelles » (Boccaro, 2010.)

L'anthropologue Guillaume Boccaro voit en cette première forme d'alliance entre préoccupations écologique et ethnique une ouverture de la voie vers l'écosocialisme.

Toutefois, cette mythologie de l'Amérindien écologiste s'effrite quand on procède à l'analyse de la chute de certaines civilisations amérindiennes telles que celle des mayas qui, des suites de la surconsommation de ses dirigeants, s'est vue disparaître de la surface du globe. Ce stéréotype est donc loin d'être manichéen même si, bien souvent, la surconsommation et les excès des populations autochtones ne furent que des réponses aux nouveaux besoins implantés par les Européens (armes à feu, tabac, outils en métal, etc.) De manière générale, il convient donc d'établir une correspondance historique entre l'hégémonie culturelle occidentale sur le monde et l'augmentation des dommages écologiques des populations qui la subirent. Cette hégémonie culturelle s'est exprimée essentiellement à travers l'économie occidentale qui contenait déjà, à l'époque, les prémices du système capitaliste et de son productivisme illimité.

Eu égard leur manière peu rentable de se servir de la nature, les Occidentaux qualifièrent les peuples autochtones d'Amérique de « barbares ». Pour Montaigne, le prisme occidental est pourtant à voir à l'envers. En termes de rapport à l'environnement, le peuple « barbare » est l'exemple à suivre par la civilisation européenne qu'il considère comme corrompue :

« Nous les pouvons donc bien appeler barbares, eu esgard aux reigles de la raison, mais non pas eu esgard à nous, qui les surpassions en toute sorte de barbarie. [...] Ils ne sont pas en débat de la conquête des nouvelles terres : car ils jouissent encore de cette liberté naturelle, qui les fournit sans travail et sans peine, de toutes choses nécessaires, en telle abondance qu'ils n'ont que faire d'agrandir leurs limites. Ils sont encore en cet heureux poinct, de ne désirer qu'autant que leurs necessitez naturelles leur ordonnent ; tout ce qui est au-delà est superflu pour eux. » (Montaigne, 1608, p. 177.)

De même, les modes de vie amérindiens sont perçus par les Occidentaux comme étant incapables de tirer profit efficacement de la nature. Les colons ont donc accusé les populations indigènes d'« indolence » et de « gaspillage ». Ces accusations seront par la suite utilisées pour justifier la notion de propriété individuelle qui consiste avant toute chose à être capable de faire fructifier le plus possible l'espace habité.

Cette vision du peuple « sauvage » en tant que peuple dépositaire d'une grande sagesse environnementale deviendra l'un des thèmes majeurs de la littérature de voyage. Cette sagesse s'articule notamment autour de l'incapacité des indigènes à comprendre la cupidité occidentale toute tournée vers l'accumulation et l'abondance en dépit des ressources limitées de la nature. L'Homme occidental apparaîtra dès cette époque comme incapable de se satisfaire de ce qu'il a, ce qui conduira *in fine* à transformer ce qui lui est inutile en véritable nécessité existentielle. On peut dès lors faire de ces populations indigènes des précurseurs de l'antiproductivisme écosocialiste se limitant à la notion du « suffisant » sur laquelle nous reviendrons au fil de la définition de l'écosocialisme.

Néanmoins, il convient de relativiser ce constat. Certes, à l'époque, il est fort probable que l'Homme occidental n'ait pas encore totalement conscience du caractère épuisable des ressources naturelles, mais il n'en demeure pas moins que le « fétichisme du commerce est source de violence et de spoliation, ou encore qu'il existe des biens essentiels, communs à l'humanité, qui ne doivent pas être accaparés pour le profit de quelques-uns, nous rappelant immanquablement certaines lignes de force du courant écosocialiste et notamment la préséance qu'il accorde à la valeur d'usage sur la valeur d'échange. » (Löwy, 2011, pp. 59-60)

Le début du XVIII<sup>e</sup>s. annonce donc déjà une certaine forme de philosophie politique aux accents écosocialistes qui n'aura de cesse de se développer jusqu'à nos jours. Celle-ci prend à cette époque la forme d'une critique des systèmes de pensée occidentaux centrés sur l'aliénation et la dépendance à des valeurs telles que l'argent qui, loin de promouvoir l'émancipation intérieure, soumettent les Européens à une grande vulnérabilité. Nous verrons dans la partie définitoire de ce *Travail de fin d'études* que l'écosocialisme actuel entend revoir

complètement cette notion d'argent à partir de l'opposition entre valeur d'usage et valeur d'échange.

L'organisation sociale fondée sur cette monnaie pernicieuse coupe l'Homme de la nature. A cet égard, le dialogue entre le baron de Lahontan et le sauvage Huron Adario (de Lahontan, 2010, p. 122.) offre un exemple explicite de la vision « sauvage » des civilisations dites « élaborées » :

« La nation huronne<sup>5</sup> qui « a banni pour jamais de chez elle toute différence en matière de richesses et d'honneur, toute subordination en matière d'autorité », où « personne ne travaille pour soi » et « chacun consacre son adresse et son industrie au bonheur commun », n'est-elle pas préférable à ces sociétés où la splendeur des châteaux, de la cour, des privilégiés et de leurs festins cohabite avec des « carfours assiegez de pauvres et de mandians ? » (de Lahontan, 2010, p.122.)

Dans une perspective écosocialiste, la question mérite d'être posée.

### 2.2.2 *Les Lumières et le Romantisme*

Cette philosophie naturaliste préfigure celle des Romantiques et de Jean-Jacques Rousseau. On retrouve chez le philosophe des Lumières force similitudes d'avec la vision amérindienne des civilisations européennes. Lui aussi critique la notion d'argent, celle de propriété et plus généralement le fait que l'action de l'Homme détruisant la nature est la cause de tous les maux dont souffre l'humanité. (Starobinski, 1971, pp. 131-132.)

D'aucuns ont également vu en Rousseau l'un des précurseurs de l'écologie politique moderne. Il développe en effet une vision holistique du lien entre l'Homme et la nature. En liant l'un à l'autre, porter atteinte à l'un revient indéniablement à meurtrir l'autre. Toutefois, selon Jean-Luc Guichet, il semble peu probable que le philosophe ait pu entrevoir la crise environnementale à laquelle la révolution industrielle allait mener.

« Mais ses écrits marquent assurément un temps fort dans cette remontée aux sources de la synthèse radicale écosocialiste. Sans que soit directement établi le lien entre la détérioration de l'environnement naturel et l'accroissement des inégalités, la pensée de Rousseau induit pourtant nettement l'idée que le progrès humain ne saurait reposer sur une société d'abondance et de croissance illimitée. » (Jahan, Lamy, 2016, pp. 11-32.)

Ainsi, il est l'un des grands philosophes ayant lié l'organisation sociale à celle de l'écosystème, à rebours de la tradition cartésienne séparant l'Homme de la nature.

---

<sup>5</sup> Peuple indien du Canada.

De même, les Romantiques comptent parmi les premiers critiques de la société capitaliste et industrielle. « Depuis la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle jusqu'à nos jours, le romantisme a protesté contre la quantification, la mécanisation et le désenchantement du monde, au nom de valeurs culturelles, sociales ou éthiques pré-capitalistes. » (Löwy, 2002, pp. 29-41) Cette critique romantique puise son origine dans « la nostalgie du paradis perdu » avec comme visée de recouvrer l'utopie passée par l'intégration des acquis de la modernité tels que la liberté, l'égalité et la démocratie.

On peut aller jusqu'à postuler d'une origine romantique de l'écosocialisme puisque les deux mouvements ont pour objectifs « le dépassement de la rationalité instrumentale, de l'autonomisation de l'économie, du règne de la quantification, de la production comme but en soi, de la dictature de l'argent, de la réduction de l'univers social au calcul des marges de rentabilité et aux besoins de l'accumulation du capital. » (Löwy, 2002, pp. 29-41.)

### 2.2.3 Premiers liens entre socialisme et écologie

On sait désormais qu'il existe chez certains socialistes utopistes de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup>s. des réflexions écologistes embryonnaires. Toutefois, il serait erroné de postuler l'existence d'un socialisme écologique à cette période. Ce n'est que sporadiquement que les socialistes de l'époque évoquent leurs préoccupations écologistes dans leurs écrits politiques.

Citons parmi ces auteurs Charles Fourier, considéré par Marx comme une figure du « socialisme critico-utopique ». Dans son article, « Détérioration matérielle de la planète » (Fourier, 1847, p. 402.), il affirme que comme tout est « lié dans le système de l'univers, il doit exister une unité entre le matériel et le passionnel, et une influence respective de l'un sur l'autre » (Fourier, 1847, p. 403.). Il prône une rupture nette avec le système politique en place, ce qui, paradoxalement, aura comme résultat l'éviction des préoccupations écologiques du discours socialiste de l'époque. Néanmoins, ce seront bien les penseurs de cette révolution sociale qui permettront *in fine* à l'écosocialisme d'aboutir à une première forme concrète à la fin du XIX<sup>e</sup>s.

Il convient également de mentionner Elisée Reclus, militant anarchiste de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup>s., qui publie en 1864 un article dans *La Revue des Deux Mondes* sur les « effets de l'action humaine sur la nature » (Reclus, 1864, p. 764.). Fort de sa formation de géographe, il observe les désastres environnementaux dus à l'exploitation agricole et forestière dans les Alpes françaises. Il s'inquiète de la tournure prise par le commerce mondial qui conduit à l'extinction de la paysannerie traditionnelle en raison de la concurrence étrangère. C'est donc

le capitalisme en général qui se retrouve dans sa ligne de mire avec comme principale accusation sa « production désordonnée, sans règle et sans méthode » (Reclus, 1908, p. 294.).

Toutefois, le géographe n'envisage pas de revenir à une nature vierge de l'entreprise humaine mais plutôt de faire interagir l'Homme et son environnement de manière plus équilibrée et harmonieuse. En effet, il a bien conscience que l'un et l'autre sont liés dans des dynamiques équilibrées qu'il convient d'ajuster raisonnablement. Cette harmonisation doit, selon lui, se faire par le recours à des techniques scientifiques agricoles et des mécanismes commerciaux écologiques, ce à quoi invitera plus tard l'écocialisme.

Certes, nous pourrions poursuivre cette présentation des premiers liens entre socialisme et écocialisme à travers d'autres personnalités mais, pour des raisons de synthèse, nous nous limiterons à la présentation de ces deux personnages historiques français.

#### 2.2.4 *L'influence du marxisme*

Comme nous le verrons dans la suite de cette étude, nombre de penseurs écocialistes étaient d'anciens marxistes. Dès lors, il importe d'évaluer l'influence historique du marxisme dans la genèse de l'écocialisme. Marx était-il lui-même écocialiste ? Les études tentant de le rapprocher de préoccupations environnementales foisonnent, revisitant le *Capital* pour y apporter les preuves de cette appartenance. « *Although there is no way Marx could have foreseen the climate crisis and the scale of environmental devastation that we face in the early 21st century, he did observe and discuss how capitalism resulted in the disruption of the long-standing relationship between people and nature, which he calls "metabolism".* » (An ecocialist coalition, « System change not climate change: What Is Ecocialism? », 2013, p. 4.) La réponse à cette question reste donc encore aujourd'hui vaporeuse et fragmentaire.

Néanmoins, il importe de s'interroger sur les collisions que vécut au XIX<sup>e</sup>s. le socialisme avec la prise de conscience de la finitude des ressources naturelles de la planète. A cet égard, une figure mérite d'être soulignée : celle du socialiste ukrainien, Sergueï Podolinsky. Il propose un « ajustement du projet marxiste aux théories physiques de l'équilibre des forces » (Podolinsky, 1880, p. 353.). En cela consiste l'intégration d'un projet environnemental dans une politique d'abdication du capitalisme. Ainsi, ce qu'il nomme les « forces physiques » doivent être pensées dans leur ensemble afin d'équilibrer les dépenses d'énergie au cours de la chaîne de production. Concrètement, il souhaite accéder à un productivisme plus écologique. Cette politique sera farouchement critiquée, notamment par Engels.

Au XX<sup>e</sup>s., l'alliance entre écologie et volonté d'échafauder une théorie politique égalitaire et émancipatrice se doit d'être envisagée par Marx. En effet, « jusqu'à la fin des années 1920, en URSS, l'écologie scientifique est une discipline en pleine croissance » (Weiner, 1988, p. 164.). Marx ne peut donc y couper. Les écosocialistes d'aujourd'hui ont d'ailleurs vivement critiqué la manière dont les révolutions russes et chinoises ont sapé les volontés de Marx et Morris par l'industrialisation frénétique qui n'a pas pris en compte les dérives environnementales de son système et qui a conduit à faire de la Russie post-soviétique « *one of the most polluted places on earth.* » (An ecosocialist coalition, « System change not climate change: What Is Ecosocialism? », 2013, p. 4.) A cela s'ajoute le fait que, dès l'arrivée au pouvoir de Staline, la majorité de la population soviétique voit dans l'écologie un obstacle au socialisme. Les questions environnementales seront donc évacuées du territoire de l'URSS. C'est donc ailleurs – dans des cercles marxistes hors URSS, que va pouvoir se développer une idéologie politique liant écologie et socialisme.

Le marxiste autrichien, Julius Dickmann, a par la suite envisagé le productivisme capitaliste au diapason des limites des ressources naturelles remettant notamment en cause le principe marxiste de « progrès technique ». La question qu'il se pose est de mesurer la capacité de l'entreprise à « restituer sans cesse au moins l'équivalent des éléments du processus de production dont elle est issue » (Dickmann, 1933, p. 108.). Cette réflexion se retrouvera plus tard dans ce que l'on appelle l'« *Overshoot day* » ou « règle verte » écosocialiste. Ainsi, il interroge la faculté de ce « progrès technique », cher au marxisme, à promouvoir l'émancipation sociale. Sa conclusion permettrait de douter du progressisme social auquel donne lieu une telle exploitation de la nature : « le caractère illimité des ressources naturelles dont nous disposons et de leur utilisation purement technique ne nous fera pas illusion, et nous verrons combien limitée est en fait l'utilisation *socialement productive* d'une ressource naturelle quelconque. Il faut seulement tirer les conséquences concrètes qui découlent des notions abstraites du marxisme. » (Dickmann, 1933, p. 109.)

Lui-même marxiste, il fournit une lecture critique de Marx vis-à-vis des dégâts environnementaux auxquels peuvent aboutir certaines de ses théories. Et il permet ainsi d'initier une réflexion marxiste qui ferait de la nature non plus un gisement au sein duquel il conviendrait de puiser sans fin mais bien un ensemble parmi lequel l'Homme ne serait qu'un élément égal aux autres. Cette vision reste toutefois peu répandue à l'époque « mais les possibles ainsi ouverts par ces penseurs isolés ne vont avoir de cesse de nourrir, après le second conflit

mondial, une réflexion de plus en plus dense sur ce qui peu à peu prend la forme d'un écosocialisme théorique et pratique. » (Jahan, Lamy, 2016, pp. 11-32.)

En conclusion, l'attachement de Marx à une conscience écologique nourrit des interprétations diverses. L'idée s'est largement répandue que « Marx aurait fait peu de cas du problème environnemental » (De Kadt, 2011, pp. 52-55.). Néanmoins, d'autres analyses laissent entendre le contraire affirmant que l'influence de Marx à travers la conceptualisation de l'écosocialisme reste aisément démontrable. C'est notamment le cas de John Bellamy Foster, l'un des principaux représentants écosocialistes américains. Marx a en effet largement dénoncé « la logique capitaliste de production pour la production, l'accumulation du capital, des richesses et des marchandises comme but en soi. » (Löwy, 2002, pp. 29-41.) Selon l'écosocialiste allemand Arno Münster, Marx a en effet critiqué « la destructivité du capitalisme par rapport aux ressources énergétiques naturelles et par rapport à la force de travail humaine. » (Münster, 2013) En vérité, on retrouve chez Marx de quoi alimenter les argumentaires *pro* et *contra* de l'influence qu'il laissa à l'idéologie écosocialiste. Nous aurons le temps de nous y attarder dans la partie consacrée à la définition de l'écosocialisme.

#### 2.2.5 *L'écosocialisme contemporain*

Si l'écosocialisme ne naît politiquement qu'à la fin du XX<sup>e</sup>s., les chercheurs datent les débuts de sa préhistoire vers la seconde moitié du XIX<sup>e</sup>s., « soit dans le sillage de la révolution industrielle et de l'avènement du capitalisme. Ce n'est donc pas l'action humaine en tant que telle qui est en cause, mais bien un système économique. » (Poyau, 2016.) Or, force est de constater que peu de programmes écosocialistes ont vu le jour depuis le moment où ce système du capital s'est universalisé en Europe. Les quelques théories écosocialistes qui ont émergé à travers le monde se caractérisent entre elles par une grande diversité d'entendement. Nous proposons ici de balayer non-exhaustivement les théories écosocialistes les plus abouties à ce jour.

« L'idée d'un socialisme écologique – ou d'une écologie socialiste – ne naît véritablement dans les années 1970, sous des formes très diverses, dans les écrits de plusieurs pionniers de la réflexion « rouge et verte » : Manuel Sacristàn (Espagne), Raymond Williams (Royaume-Uni), André Gorz et Jean-Paul Deléage (France) et Barry Commoner (Etats-Unis). » (Löwy, 2011) Comme nous l'évoquions précédemment, c'est en 1975 qu'apparaît pour la première fois le terme « écosocialiste » dans la littérature scientifique.

Enfin, dans les années 80, l'idéologie prend la forme d'un véritable courant politique en Allemagne au sein du parti écologiste *Die Grünen*. A cette époque, le dissident socialiste d'Allemagne de l'Est, Rudolf Bahro, publie *L'Alternative* dans lequel il développe une critique « écosocialiste » des modèles soviétique et est-allemand. Bahro a joué un rôle majeur dans l'émergence de l'écosocialisme allemand. En effet, ancien fonctionnaire du parti communiste d'Allemagne de l'est (S.E.D), il commença à développer une réflexion écologique au contact des désastres environnementaux du régime communiste autoritaire de la RDA dus à la pollution massive et à l'industrie chimique, essentiellement.

Suite à la parution de son livre (lequel sera interdit en RDA), il fut disgracié et accusé de révisionnisme. Il fut ensuite condamné à huit années de prison ferme. Grâce à une vaste opération de protestation internationale à laquelle la gauche française participa activement, il fut libéré par anticipation et put gagner l'Allemagne de l'Ouest. Sans tarder, il rejoignit le parti *Die Grünen* qu'il tenta de radicaliser en proposant une « alternative radicale, écologiste et pacifiste au système industriel existant. » (Münster, 2013.) Toutefois, la majorité du parti restait attachée à des thèses plus « réalistes », ce qui poussa Bahro à le quitter prématurément après le Congrès de Hagen en 1985, pour fonder son propre *Institut d'écologie sociale*.

L'échec de Bahro au sein du parti s'explique notamment par les différences idéologiques d'entre ses membres. Les conflits entre « réalos » et « verts utopiques », prégnants dès la fondation du parti en 1981, ont empêché l'émergence d'un véritable courant écosocialiste structuré. Néanmoins, la conscience d'une refonte plus radicale de l'écologisme s'était instillée au sein du parti et c'est finalement par le biais de Rainer Trampert et de Thomas Ebermann que la section *ökosozialistische* fut créée pour donner naissance aux premiers écosocialistes politiques européens. Plus tard, le dirigeant du parti vert allemand et député européen, Frieder Otto Wolf, rédige avec le communiste Pierre Juquin, *Europe's Green Alternative*, considéré comme l'un des premiers manifestes écosocialistes européens.

En France, l'un des principaux penseurs de l'écosocialisme est André Gorz. Sa réflexion s'articule autour de deux critiques : celle du travail et celle de la technique. Le tout organisé selon une idéologie farouchement anticapitaliste s'attaquant de front à ce qu'il nomme « la raison économique » laquelle dévorerait tous les secteurs de la vie humaine (Gorz, 1988). Cette lutte sociale et économique a pour charnière l'écologie. Il part donc de la thématique marxiste du travail pour fonder son écologie politique selon le constat suivant : « il est impossible d'éviter une catastrophe climatique sans rompre radicalement avec les méthodes et la logique économique qui y mènent depuis cent cinquante ans » (Gorz, 2008, p. 29.). Nous reviendrons

plus en profondeur sur cet écosocialisme gorzien dans notre chapitre consacré à la définition de l'idéologie écosocialiste.

Dans un esprit de synthèse et de clarté historique, nous ne passerons pas en revue l'ensemble des théoriciens écosocialistes français contemporains. Toutefois, il convient de mentionner symboliquement René Dumont qui prend le contre-pied exact de Gorz. En effet, il part quant à lui de l'écologie pour redéfinir le socialisme. Sa théorisation politique répond à deux objectifs majeurs : « *économique*, avec la réduction des inégalités sociales, et [...] *libertaire* : pour une plus grande liberté, un grand épanouissement, une grande participation. » (Dumont, 1977, p. 181.)

Par conséquent, l'écosocialisme français oscille entre ces deux penseurs avec comme synthèse le programme établi par Michaël Löwy qui se fonde sur les liens politiques entre écologie et socialisme évoqués par Gorz et Dumont. Ces deux grands courants écosocialistes sont en effet traversés par de nombreuses questions communes. Ainsi donc, en France, le processus écosocialiste ne va se mettre en marche que plus tardivement. Selon Timothée Duverger, les préoccupations écologistes figurent dans les discours du Parti socialiste depuis plus de trente ans et dans son projet depuis 1991 (Duverger, 2011). Cette tentative d'inclusion des « verts » répondait à la volonté de compenser le vide laissé par le Parti communiste. L'accord entre Martine Aubry et Cécile Duflot en 2012 en est le témoin.

Ce n'est donc que de manière très reculée que le socialisme français décide de se préoccuper des enjeux environnementaux, ce qui aura pour conséquence une faible efficacité du socialisme écologique. Ce dernier ne souhaitant d'ailleurs pas nécessairement rompre avec le système de croissance capitaliste. En 1977, au Congrès de Nantes, le parti conclut en effet que : « entre la croissance zéro qui ne veut rien dire puisque, de toute manière, il faudra faire face aux remplacements de matériels vétustes et aux besoins de techniques avancées, et la croissance tous azimuts, le Parti doit assurer une croissance équilibrée qui protège l'homme dans son travail et dans sa dignité et facilite le maintien ou le rétablissement des équilibres naturels. » (Le Poing et la Rose, 1977, p. 11.)

Ce n'est qu'en 2004, que le Parti adopte une « charte de l'écologie » au sein de laquelle figure « la prise en compte de la planète au même rang [...] que la promotion du progrès et de la satisfaction équitable des besoins. » (Le Poing et la Rose, 1977, p. 11.) Les prémices d'une coalition écosocialiste commençait à poindre. Aujourd'hui, deux candidats à l'élection présidentielle se sont revendiqués ouvertement comme étant écosocialistes. Il s'agit du candidat

issu de la primaire de la *Belle Alliance populaire*, Benoît Hamon, et le candidat de *La France insoumise*, Jean-Luc Mélenchon. Tous deux ont été éliminés dès le premier tour de l'élection présidentielle récoltant respectivement 6, 36 % et 19, 58% des voix. Cela témoigne du long chemin qu'il reste encore à parcourir à l'écocialisme pour s'inscrire dans un gouvernement.

Ailleurs en Europe, l'idéologie se structure et s'institutionnalise également. En Espagne, Manuel Sacristàn développe une réflexion écocialiste autour de la revue *Mientras Tanto*. En 2001, Michael Löwy et Joel Kovel publient *Manifeste écocialiste* qui fixe les bases de l'écocialisme par rapport à la nécessité de lutter contre le réchauffement climatique. En 2003, le document « Ecologie et révolution socialiste » est adopté lors du congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale. En Scandinavie, le mouvement écocialiste est largement soutenu par l'*Alliance de la Gauche verte nordique*.

Aux Etats-Unis, tout un courant de la sociologie cherche depuis les années 90 à puiser au sein du marxisme les principes fondateurs de l'écocialisme. Notons que le *Green Party* est le parti américain le plus proche de l'écocialisme : « La plateforme programmatique mise en place par le parti, qualifiée de *Green New Deal*, emprunte autant à la volonté de progrès social historiquement portée par le mouvement ouvrier américain qu'aux réflexions plus récentes sur la nécessité d'un changement de modèle à même de sauvegarder les écosystèmes. » (Poyau, 2016.)

En Belgique, dès 2013, le mouvement flamand Rood !, le Mouvement VEGA et le Mouvement de gauche se sont associés au Parti de gauche français pour fixer les assises de l'écocialisme. Nous nous attarderons sur le Mouvement VEGA, récemment dissout pour donner naissance le 28 avril 2017 au Mouvement Demain.

### 3. Définition de l'écocialisme

#### *Remarque préliminaire*

Ce chapitre consacré à définir l'idéologie écocialiste constitue l'essentiel de ce *Travail de fin d'études*. Néanmoins, il convient de préciser que la restriction d'un tel travail imposée par le cadre d'un Master de 60 crédits confine à la synthèse et à la vulgarisation scientifique. Dès lors, les critères d'analyse envisagés à travers ce chapitre n'auront aucune prétention à fournir une définition universelle de l'écocialisme.

Comme nous l'avons observé dans le chapitre consacré à la généalogie du mouvement, l'idéologie écocialiste s'est répandue sous différentes formes à travers les lieux et les temps. Par conséquent, la présente définition de l'écocialisme aura pour dessein de rassembler les grands thèmes que l'on retrouve à travers toutes les déclinaisons de l'idéologie écocialiste. Ainsi, nous n'aborderons pas les politiques particulières de chaque pays ni de chaque parti de tendance écocialiste mais uniquement les grands enjeux qui les unissent.

#### 3.1 Une lutte anticapitaliste et antiproductiviste

##### 3.1.1 Introduction

Tous les théoriciens de l'écocialisme s'accordent pour faire avant tout de ce « projet de civilisation » une farouche lutte anticapitaliste et antiproductiviste. Au départ de l'écocialisme, il y a une volonté de rompre avec un système économique face auquel s'est pliée notre civilisation au mépris d'une harmonie sociale et environnementale. Faisant fi des dégâts sociaux et environnementaux qu'il entraîne, le système capitaliste est voué à tourner sur lui-même et à entraîner des conséquences irréversibles sur les conditions de vie humaine sur terre: « *the productivist and mercantile logic of capitalist/industrial civilization is leading us into an ecological disaster of incalculable proportions. This is not to give in to "catastrophism" but to verify that the dynamic of infinite "growth" brought about by capitalist expansion is threatening the natural foundations of human life on the planet.* » (Löwy, 2005, p. 15.)

L'hyper-économisme nourri par le capitalisme a fini par substituer toutes les valeurs aux valeurs marchandes. Les rapports marchands se sont étendus à tous les domaines de la vie sociale. Ce processus a non seulement sapé notre cohésion sociale en creusant davantage le fossé des inégalités mais a également instillé dans les esprits la chimère d'une émancipation sociale par la voie d'une croissance économique illimitée. Les penseurs écocialistes affirment que le système capitaliste est arrivé à essoufflement en raison de son incapacité à se renouveler.

Cette impossible renaissance est notamment perceptible dans la tendance capitaliste à spéculer sur des capitaux qui n'existent pas, ou pas encore, et dont le but est de « faire de l'argent avec de l'argent » par anticipation. Ainsi, « la valorisation du capital repose de plus en plus sur des artifices, de moins en moins sur la production et la vente de marchandises » (Gorz, 2007, p. 89.).

Pour rompre avec ce système économique, le projet écosocialiste entend mettre sur pied « une société d'équité sans croissance » (Gorz, 2007, p.13.), autrement dit se lancer dans la décroissance. Selon André Gorz, il importe de « déséconomiser » les mentalités. L'illimitation productiviste conduite par le capitalisme génère en effet des conséquences faisant de la décroissance une nécessité vitale. En effet, tous les mécanismes capitalistes n'ont qu'un seul et unique but: maximiser la croissance avec des coûts de production les plus faibles possibles:

*« The competition for profit drives industries relentlessly to grow production, to invent and produce more and more goods and services whether they are actually needed by people or not, to cheapen the cost of production by driving down workers' living standards and offloading the environmental costs of production into society, to shorten the usable lifespan of products by designing in obsolescence and creating disposable commodities, and to maximally expand the luxury consumption market. » (An ecosocialist coalition, « System change not climate change: What Is Ecosocialism? », 2013, p. 2.)*

Pour les écosocialistes, la décroissance s'impose donc de raison et mènerait *in fine* à la sortie du capitalisme. Cette transition nécessite de revoir nos besoins au diapason des limitations physiques de la nature et de nous tourner vers « une autre économie, un autre style de vie, une autre civilisation, d'autres rapports sociaux.» (Gorz, 2007, pp. 29-30.) On comprend dès lors aisément que la décroissance, en plus d'être un mouvement économique, est également un changement radical de mode de vie.

### 3.1.2 *Un changement philosophique*

En effet, cette alternative au capitalisme implique un véritable changement philosophique des mentalités occidentales avec comme dessein final d'aboutir à « l'unité rétablie du sujet de la production et du sujet de la consommation et donc à l'autonomie retrouvée dans la définition de nos besoins et de leur mode de satisfaction. » (Gorz, 2007, pp. 29-30.) La critique écosocialiste du capitalisme se retranche notamment derrière la philosophie existentialiste. De fait, selon le philosophe existentialiste Jean-Paul Sartre, « l'homme est un être qui a à se faire libre » (Sartre, 1943.)

La critique existentialiste du capitalisme consiste à faire prendre conscience à l'Homme qu'il ne lui appartient pas de faire ce qu'il veut sans prendre en considération les limites sociales et écologiques qui le définissent mais bien de vouloir ce qu'il fait. Pour Cornelius Castoriadis et Ivan Illich, cette capacité d'autonomie est foncièrement une capacité d'autolimitation : « Ce sont non pas les besoins du système économique et social, mais la qualité de l'expérience subjective, et notamment corporelle<sup>6</sup>, qui confère sa valeur au monde que nous construisons. » (Gollain, 2014, p. 24.)

Les besoins de l'Homme doivent se limiter à ce que la nature lui permet de les satisfaire. Or, le processus capitaliste tourne sur lui-même au sens où il ne permet pas d'atteindre satiété. Tous les moyens mis en œuvre par la société de consommation pour attiser le désir sans jamais pouvoir le satisfaire (surabondance des marchandises, publicité, propagande de consommation, gaspillage alimentaire, obsolescence programmée, etc) ont transformé l'inutile en nécessaire et nos envies en besoins primordiaux : « *Capitalists create the demand for their products through marketing and planned obsolescence.* » (An ecosocialist coalition, « System change not climate change: What Is Ecosocialism? », 2013, p. 12.) et non en fonction des besoins réels de la population. Aujourd'hui, force est de constater que l'Homme est incapable de définir de manière autonome ce dont il a besoin en quantité et en qualité. Le capitalisme « *converts "needs" into "wants" through voluminous and alluring advertisement and as a compensation for alienation in the workplace and everyday social life.* » (Baer, 2016, p. 21.)

L'écosocialisme entend donc faire réminiscence de la notion de « suffisant » chère aux sociétés précapitalistes et prône ainsi une réunification du producteur et du consommateur en chacun de nous en rupture avec la « dictature sur les besoins » ou avec « une civilisation où on ne produit rien de ce qu'on consomme et consomme rien de ce qu'on produit. » (Gorz, 2007, p. 35.) En cela l'écosocialisme est une lutte contre le système de production et de consommation du capitalisme.

En effet, la production doit se calculer en fonction de nos besoins et non de la nécessité de croissance qui « se nourrit inévitablement de l'inégalité entretenue, de la production concomitante de richesse et de raretés artificielles, tout en se justifiant idéologiquement de l'espoir perpétuellement attisé et frustré du rattrapage. » (Gollain, 2014, p. 13.) La croissance,

---

<sup>6</sup> L'insistance sur la dimension corporelle de l'existence chez André Gorz est due à l'influence des thèses phénoménologiques des philosophes Edmund Husserl et Maurice Merleau-Ponty (Maurice Merleau-Ponty, *Phénoménologie de la perception*, Paris : Gallimard, coll. « Tel », 2005, 537 p. ; Edmund Husserl (trad. Paul Ricœur), *Idées directrices pour une phénoménologie*, Paris : Gallimard, coll. « Tel », 1985, 567 p.)

que Marx entendait comme une « accumulation illimitée du capital », est incompatible avec la finitude de la nature. Dès lors, l'écosocialisme invite à la décroissance.

### 3.1.3 Une critique marxiste du capitalisme

Pour l'école écosocialiste, l'une des tares majeures de l'écologie politique traditionnelle est de ne pas avoir pris en compte la critique marxiste du capitalisme. En effet, comme nous le mentionnions dans l'introduction de ce *Travail de fin d'études*, l'écologie de l'écosocialisme doit se forger au contact d'une critique marxiste du capitalisme : « *Ecologists are mistaken if they imagine they can do without the Marxian critique of capitalism. An ecology that does not recognize the relation between "productivism" and the logic of profit is destined to fail - or, worse, to become absorbed by the system.* » (Löwy, 2005, p. 17.) Par conséquent, pour les écosocialistes, les logiques de marché ainsi que l'autoritarisme bureaucratique capitalistes sont inconciliables avec des modes de vie respectueux de l'environnement.

Pour John Bellamy Foster, spécialiste des théories capitalistes et marxistes et partisan écosocialiste, « *the dominant pattern of capitalist development is clearly counter-ecological.* » (Foster, 2012.) Les seuls liens sociaux que le système capitaliste permet de nouer sont des liens marchands ne faisant que très peu de cas des enjeux écologiques. Par le capitalisme, l'Homme est complètement déconnecté de ses semblables et de la nature. Par exemple, alors que les théories écologiques ont davantage tendance à soutenir l'idée que dans un écosystème tout est lié, l'agroécosystème capitaliste entraîne une simplification radicale de l'ordre écologique naturel que ce soit à travers le nombre d'espèces au sein d'une même zone ou à travers leurs interconnexions.

Ce réductionnisme spéciste propre au capitalisme est communément caractérisé de « monoculture » au sens où il limite la possibilité de diversité au sein d'un même écosystème : « *a part of nature that has been reconstituted to the point that it yields a single species, which is growing on the land only because somewhere there is a strong market demand for it.* » (Worster, 1993, pp. 58-59.) L'épuisement des ressources d'un écosystème et l'uniformité de la production conduits par la demande des marchés capitalistes entraînent un bouleversement environnemental lourd de conséquences. On observe donc que le seul lien que le capitalisme préconise entre l'Homme et son environnement est un lien de rentabilité économique. Peu important les dommages écologiques que cette rentabilité peut charrier. Une objection peut être apportée à cette démonstration faisant du capitalisme un système par essence écoirresponsable. De fait, certains écologistes ont tenté de promouvoir une forme de « capitalisme vert ». Nous

verrons dans le chapitre consacré à la critique de l'écologie traditionnelle et de son environnementalisme, pourquoi ce capitalisme « écologique » est un non-sens absolu.

Une autre contradiction capitaliste face à laquelle l'écোসocialisme entend s'élever est celle du recyclage. Dans les sociétés précapitalistes, la majorité des déchets étaient triés en respectant les normes environnementales. « *In a developed capitalist society, in contrast, recycling is extremely difficult because of the degree of division of nature.* » (Foster, 2012.) La fin de vie d'un déchet reste la majorité du temps le gaspillage. L'écোসocialisme entend donc développer de véritables structures de recyclage permettant de créer un cycle de production et de consommation sans perte ni gaspillage.

### 3.1.4 Une critique du travail capitaliste

Pour lutter contre le capitalisme, l'écোসocialisme entend également revoir la notion de travail et de salariat. Pour le salarié, la valeur marchande permet symboliquement de tout racheter. Son but n'est dès lors plus que de posséder le plus de valeur marchande afin d'avoir la plus grande potentialité d'achat. Le salarié-consommateur ne rêve que de marchandises. Cette critique écোসocialiste du travail capitaliste emprunte la notion d'opposition entre hétéronomie et autonomie à Ivan Illich pour la coupler à la notion de nécessité/liberté de Marx. Par essence, l'être humain aspire à assurer de manière autonome sa subsistance, ce qui implique une gestion de ses liens aux autres et à la nature.

Or, la domination de la rationalité économique sur tous les autres systèmes de pensée porte atteinte à cette autonomie de gestion : « Le capitalisme, en forçant la coopération sociale à prendre la forme de l'échange atomistique, agit comme un voile sur les rapports sociaux, il les rend aveugles et erratiques. » (Flipo, 2009, pp. 145-151.) L'écোসocialisme entend soumettre la logique de marché aux besoins définis par la société afin de rendre la rationalité économique dépendante des contraintes écologiques et sociales.

Selon André Gorz, « cela suppose tout d'abord la réduction importante et la perte du caractère central du travail salarié dont la naissance est inséparable de l'autonomisation de l'économie par rapport aux autres impératifs sociaux, éthiques, politiques, qui se produit avec l'essor du capitalisme. » (Gorz, 2002, p. 19.) La décroissance prônée par l'écোসocialisme postule d'un travail au-delà du salariat. Le travailleur dépossédé du produit de son travail et de son travail lui-même a permis à l'industrialisation de se développer sans régulation et à générer une surabondance de capital : « L'aliénation s'explique alors pour l'essentiel par le vol de travail dont est victime le prolétariat, au profit des capitalistes. » (Flipo, 2009, pp. 145-151.)

Cette hétéronomie a rendu impossible la réappropriation de ce capital par ce que Marx nommait la « classe de prolétaires ». Les travailleurs sont soumis inévitablement aux logiques concurrentielles dénuées de médiation marchande. Par conséquent, le travailleur et le capital sont assujettis au dogme de gagner toujours plus d'argent sans possibilité d'y déroger.

Pour sortir de l'impasse du travail capitaliste qui ne permet pas de répondre aux besoins de tout le monde ni de respecter les normes environnementales, les écosocialistes proposent de s'extraire de l'organisation sociale par le salariat. Ainsi, il serait possible selon eux de permettre une émancipation des individus grâce à la libération du temps – « c'est-à-dire la diminution du temps passé à un travail hétéronome – et le développement des activités de nature autodéterminée. » (Gollain, 2014, p. 33.) L'autonomie peut ainsi devenir un objectif collectif afin d'abolir l'hégémonie économique des liens sociaux. Cette question du travail-salariat sera davantage investiguée dans le chapitre consacré au projet économique de l'écosocialisme.

### *3.1.5 Le recours aux nouvelles technologies*

Cette sortie du capitalisme préconisée par l'écosocialisme pourrait s'appuyer sur l'essor des nouvelles technologies. Dans l'optique écosocialiste, elles permettraient en effet de faire plus et mieux avec moins. Le recours aux nouvelles technologies permettrait de sortir de la monopolisation des moyens de production et de l'offre afin de reliair à nouveau production et consommation. La frénésie industrielle a entraîné une certaine spécialisation et une certaine complexité des savoirs techniques, ce qui a eu pour conséquence d'éloigner le consommateur de sa posture de producteur. Il convient de relocaliser la production au plus près des consommateurs et de mettre en œuvre une véritable connexion entre les réseaux de coopératives. Cette notion de relocalisation trouve concrétisation dans ce que certains écosocialistes nomment la « règle des 4 R »<sup>7</sup>.

Les nouvelles technologies informatiques semblent être un moyen approprié pour se faire le relais des techniques, des échanges et, de manière générale, de la collaboration entre les acteurs du réseau. La rupture d'avec le capitalisme se fera indéniablement avec l'aide des nouvelles technologies dans la pensée écosocialiste : « L'écosocialisme veut ainsi mettre l'innovation technologique au service de la société et non plus d'abord du profit et de la rentabilité. » (Gorce, 2015, p. 34.)

---

<sup>7</sup> Relocaliser, reconvertir, redistribuer et réindustrialiser.

### 3.1.6 Vers un nouveau système

Pour toutes les raisons et les contradictions évoquées en *supra*, les écosocialistes entendent mettre sur pied un nouveau système : « *Although capitalism has been around for about 500 years, it manifests so many contradictions that it has become increasingly clear that it must be replaced by a “next system” or an alternative world system – one oriented toward social parity and justice, democratic processes, and environmental sustainability, which includes a safe climate.* » (Baer, 2016, p. 2.)

La rupture d’avec le capitalisme se fera donc par le biais d’un autre système politique et économique puisque ce système tout tourné vers la maximisation du profit est « *a political/economic system that, like earlier systems, affects all aspects of life in the places that are subject to it.* » (An ecosocialist coalition, « System change not climate change: What Is Ecosocialism? », 2013, p. 2.) Déjà au XIX<sup>e</sup>., l’écrivain révolutionnaire socialiste William Morris « *arguing that only socialism could create the conditions required to achieve a sustainable society.* » (An ecosocialist coalition, « System change not climate change: What Is Ecosocialism? », 2013, p. 4.) Certains le considèrent comme le premier écosocialiste. Comme nous venons de le démontrer, le système capitaliste entraîne de nombreux désastres sur le plan écologique et social. Le nouveau système proposé par l’écosocialisme passe avant tout par un renouveau du socialisme historique. Nous verrons par la suite ce qu’il en est de son engagement écologique.

## 3.2 Le renouveau socialiste

### 3.2.1 Introduction

« Ce nouveau défi que représente l’écologie place les socialistes devant leurs responsabilités, les invitant à ouvrir ce qui pourrait être le troisième temps de leur histoire. [...] ne leur revient-il pas aujourd’hui de substituer un autre modèle de développement, fondé sur la préservation des ressources naturelles, la satisfaction des besoins sociaux essentiels et la coopération des peuples ? » (Gorce, 2015, pp. 17-18.)

Par ces mots, Gaëtan Gorce propose de faire renaître le socialisme par l’écologie. En effet, l’écosocialisme fait du problème environnemental un problème social. Les échecs du libéralisme, les crises de la spéculation financière et les conséquences humaines du réchauffement climatique invitent à repenser le rapport de l’Homme à lui-même. Le socialisme a toujours tenté d’organiser démocratiquement la vie en fonction des besoins de la collectivité. Par conséquent, à considérer qu’il n’existe qu’un seul et unique écosystème viable pour l’ensemble de l’humanité, porter atteinte à l’environnement revient à porter atteinte à la

condition même de l'être humain sur terre. Condition dont le socialisme s'est toujours fait garant de la dignité et de la sécurité.

A considérer que l'écologie est le déterminant macroscopique de tous les liens sociaux, la justice sociale doit être rendue en son nom. En effet, les inégalités croissantes entre pays du Nord et pays du Sud ont fait en sorte que ce sont les premiers qui épuisent le plus les ressources de la planète mais que les seconds soient davantage menacés par le dérèglement environnemental. Ce fossé a été creusé essentiellement par le modèle de production des sociétés « industrialisées ». Pour les écosocialistes, il est du devoir du socialisme que de redistribuer équitablement les ressources : « *It is imperative that progressives reinvent the notion of socialism by realizing that we live on a planet with limited resources that must be distributed equitably to provide everyone with enough, but not too much.* » (Baer, 2016, p. 13.)

Ce nouveau socialiste doit donc rompre avec une certaine tradition productiviste. En effet, d'aucuns politologues, dont ceux du courant stakhanoviste soviétique, ont vu dans le productivisme une manière de satisfaire équitablement toute la population en l'inscrivant dans un projet social. Or, c'est justement en se défaisant de ce lien productiviste et en embrassant la voie écologiste que le socialisme pourrait sortir du vide sidéral qu'il traverse dans nos démocraties occidentales. Comme nous l'avons observé dans le chapitre précédent concernant la lutte anticapitaliste, le productivisme ne peut être un humanisme social.

### 3.2.2 *La rencontre du socialisme et de l'écologie politique*

Pour l'anthropologue Hans Baer, il est possible de faire coïncider les fondamentaux socialistes avec les révolutions qu'impose la crise écologique:

*« This is so they can reconstruct a viable global socialist system, with manifestations at regional and local levels, that is highly democratic rather than authoritarian, that ensures that all people have access to basic resources, and that is at the same time environmentally sustainable. It is my assertion that what I term post-revolutionary societies or what some term actually-existing socialist societies, exhibited, and in some cases still display, positive features. »* (Baer, 2016, pp. 3-4.)

Néanmoins, il ne s'agit pas pour autant de rallier le socialisme à une certaine forme d'écologie politique<sup>8</sup> qui s'apparenterait davantage à un naturalisme subversif où la nature dominerait l'Homme. La nuance est importante. Il convient plutôt de réguler les rapports entre l'Homme et lui-même, rapport qui passe indéniablement par l'organisation de sa vie au sein de

---

<sup>8</sup> Que nous aborderons dans le chapitre consacré à la critique de l'environnementalisme.

son écosystème. En effet, l'écosocialisme entend s'attaquer au système et prendra donc soin de transformer les logiques qui le régissent. Le socialisme écologique vise à créer un modèle de vie en collectivité compatible avec les limites naturelles de son milieu. Ainsi, « il ne saurait en conséquence être question de fondre le socialisme dans l'écologie mais d'en faire surgir une synthèse nouvelle, de faire de l'écologie l'axe d'un projet contemporain dont l'ambition reste de donner à la société une finalité humaine. » (Gorce, 2015, pp. 21-22.)

Le socialisme de l'écosocialisme n'est pas destiné à se convertir à une philosophie écologiste mais bien à intégrer les enjeux environnementaux dans ses enjeux sociaux historiques. L'intégration de ces nouveaux projets au sein du socialisme constitue une urgence quand on constate l'incapacité notoire des partis écologistes à en porter le message au-delà des bords politiques. Cette urgence est d'autant plus manifeste qu'à l'aune des dérèglements climatiques qui menacent notre planète, une immigration potentielle et imminente point aux portes de nos démocraties. Le projet écosocialiste entend non seulement organiser sa société en fonction de l'arrivée massive de ces réfugiés climatiques mais également prévenir et limiter les crises à venir.

L'égalité souveraine brandie comme fer de lance par le socialisme ne peut donc trouver d'accomplissement en-dehors de la nécessité d'établir un milieu de vie équitable pour tous. Le socialisme, s'il souhaite renaître de ses cendres, doit retrouver sa mémoire historique : « Le socialisme n'est pas mort avec la société industrielle qui l'a vu naître. Et sa renaissance viendra des contradictions auxquelles le productivisme soumet désormais toutes les sociétés. » (Gorce, 2015, p.8.) Dans le projet écosocialiste, il y a la volonté d'organiser la vie sociale afin que chacun puisse bénéficier équitablement des ressources naturelles à la condition que le renouvellement de celles-ci ne soit pas impossible. La société doit être remise aux mains des Hommes dans une perspective écologique.

Le renouveau du socialisme est donc écologique et doit penser l'émancipation individuelle et collective ainsi que l'organisation de la société en fonction des enjeux environnementaux du monde contemporain. Pour atteindre l'essence de ce qui fait la philosophie socialiste, il convient de prendre en compte tout ce qui fait l'Homme dans son humanité, en ce compris la nature et les générations à venir. C'est ce que le philosophe allemand Hans Jonas reprend à Kant sous le nom d'« impératif catégorique » et de « principe responsabilité ». L'écosocialisme ne se cantonne ainsi plus seulement à un respect inconditionnel de l'Homme mais bien à un respect de tout ce qui le structure ontologiquement, à commencer par l'élément indispensable à sa survie : la préservation de l'environnement.

### 3.2.3 *La critique écologique du productivisme social*

Le « principe responsabilité » repose sur un socle pessimiste : l'Homme maîtrise la nature par une technique qu'il ne maîtrise plus. Ainsi, l'Homme est doué de la capacité de s'autodétruire en détruisant la nature. Il est donc assigné à une obligation d'agir qui lui impose de ne pas mettre en danger les conditions d'une pérennisation de la vie humaine sur terre. Sa responsabilité est donc d'encadrer son pouvoir d'autodestruction. Cette liberté se mesure en fonction des dommages causés à l'autre et à la nature. Ce « principe responsabilité » débouche ainsi sur le « principe de précaution », cher aux écosocialistes et qui invite à mesurer les bénéfices d'une action par rapport aux risques encourus.

L'écosocialisme vise également à critiquer une certaine forme de marxisme productiviste. Pour l'historien canadien Moishe Postone, l'échec du socialisme réel relève de son incapacité à critiquer le système capitaliste (Postone, 2009). Il articule sa critique autour du marxisme traditionnel faisant du travail la principale source de richesse sociale. Selon lui, la relance du socialisme passe par une redistribution de la valeur en fonction de la valeur du travail : « La condition nécessaire pour réaliser le socialisme est l'abolition de la propriété privée, entendue au sens marchand du terme, car c'est elle qui est à la racine de l'incompréhension de soi du travailleur, isolé et séparé d'une société dont il participe pourtant, sans en être conscient. » (Flipo, 2009, pp. 145-151.) Le socialisme revêt donc la nécessité d'administrer le travail et les richesses en fonction de la valeur d'usage et non plus en fonction de la valeur d'échange.

Suivant cette théorie marxiste traditionnelle, le travail se décline sous deux formes différentes. La première est celle d'un travail concret doté d'une valeur d'usage. La seconde est celle d'un travail abstrait qui « résulte d'un processus complexe qui commence avec l'institution d'un temps homogène, [...], continue avec la transformation du travail concret en marchandise (ou « force de travail ») créatrice de valeur (« subsomption formelle du travail sous le capital »), et finit avec l'absorption dans le procès de production de survaleur. » (Postone, 2009, p. 237.) Il est donc doté d'une valeur d'échange, c'est-à-dire d'une valeur marchande.

L'objectif de cette valeur d'échange est la production de survaleur, autrement dit une augmentation permanente de la productivité. Le problème n'est pas tant que les travailleurs soient dominés par d'autres mais bien qu'ils soient dominés et soumis à des systèmes qu'ils constituent mais qu'ils ne maîtrisent pas. La valeur abstraite domine le travail prouvant ainsi

que le capitalisme n'a cure ni des besoins ni de ce qu'il produit mais est tout tourné vers une « croissance pour croître ». Le socialisme écologique consiste à revoir cette notion du travail afin de remplacer la valeur d'échange par la valeur d'usage et sortir de la productivité abstraite.

Ainsi donc, cette critique écosocialiste d'une certaine forme de marxisme productiviste promeut plusieurs alternatives. Tout d'abord, elle entend réduire considérablement la durée du temps de travail pour favoriser la mise en œuvre d'un travail macrosocial. Cette réduction du temps de travail s'accompagne de la garantie d'un revenu suffisant et d'une organisation de l'espace social propice à l'émancipation collective afin de produire des richesses sans valeur marchande. Enfin, il convient de donner aux citoyens les moyens de l'autonomie pour que cette réduction du temps de travail ne mène pas à l'isolement des individus. Autrement dit, ce renouveau socialiste entend mettre sur pieds une société du temps libéré mais pas du loisir. Le travail-emploi doit sortir de sa valeur de centralité dans la construction de richesse sociale.

### **3.3 Une révision de la démocratie**

L'écosocialisme a pour vocation de refonder la démocratie. L'Etat doit faire siennes les nouvelles problématiques politiques qu'impose le dérèglement climatique. Cette nouvelle perspective politique est indissociable d'une réforme des institutions et d'un approfondissement du système démocratique. Dans un souci de synthèse, nous ne passerons pas en revue l'ensemble des transformations démocratiques que l'écosocialisme souhaite entreprendre. Nous n'envisagerons que les fondements de cette nouvelle « écodémocratie ».

Pour les écosocialistes, la représentativité populaire de la démocratie ne tient plus seulement dans la seule condition du suffrage universel. Le faible taux de participation électorale de la population, la réduction des choix de candidats, l'aversion civile vis-à-vis des élus politiques ou encore les lobbies qui entourent tout le processus démocratique sont autant d'éléments qui invitent à repenser la démocratie :

« L'écosocialisme doit, en premier lieu, conduire à lutter contre l'extension du suffrage et de la citoyenneté politique en revendiquant un suffrage vraiment universel. [...] Ce combat reste toujours d'actualité, surtout lorsqu'émergent ce que de nombreux politologues appellent « les exclus du suffrage universel » : les jeunes, les classes populaires sont ainsi de moins en moins nombreux à s'inscrire sur les listes électorales et à voter. » (Gorce, 2015, p. 43.)

Le dessein final de l'écosocialisme à travers cette refonte de la démocratie est de réintégrer la population dans la citoyenneté. Pour parvenir à cette révision, il importe d'assurer un débat démocratique de qualité. Jürgen Habermas, théoricien allemand des sciences sociales,

est souvent cité par les écosocialistes en matière d'organisation démocratique de l'espace public. Il plaide pour une « éthique de la discussion » (Ferreras, 2012.) à travers la mise en place d'un espace public à cheval entre la sphère privée et la sphère publique. L'objectif est d'accroître la participation du peuple aux prises de décision collectives. Cette démocratie participative aspire à revigorer les rapports sociaux à une époque où les traditions perdent de plus en plus de leur force dans nos sociétés. Dès lors, l'écosocialisme entend développer la pédagogie politique afin de fournir au plus grand nombre les armes du débat politique. De même, ces espaces de dialogue démocratique doivent être étendus au niveau international. Au final, cette révision du système démocratique vise à l'intégration de la société civile dans les instances décisionnaires des gouvernements. Elle n'agirait plus seulement comme une entité consultative dont l'avis serait non contraignant.

Afin de définir les limitations de la production, les logiques de marché, la mise en œuvre d'une nouvelle planification, il importe également de rendre le plus transparent possible l'ensemble des organes politiques censés représenter les aspirations de la collectivité et les obligations qu'impose l'environnement. Bien souvent, les décisions sont confisquées par les intérêts des grands groupes économiques ou prises à des échelons politiques que le peuple ne comprend pas à cause de leur composition ou de leur pratique. Il convient donc de limiter le pouvoir des lobbies financiers sur les prises de décision politiques et les rendre aux mains du peuple. L'écosocialisme suggère une décentralisation et une relocalisation du débat politique au plus près des citoyens.

En effet, un autre enjeu de la réforme écosocialiste de la démocratie est de revoir le cadre dans lequel celle-ci s'exerce. Cette étape passe inévitablement par la révision ou la création de la constitution qui ne peut se perpétuer à travers ses formes actuelles. A cet égard, une question soulevée par le mouvement écosocialiste est de savoir si la démocratie ne devrait-elle pas se construire contre l'Etat lui-même. Ce faisant, il serait plus aisé d'éloigner le pouvoir de l'influence des groupes économiques et industriels grâce à la décentralisation. Celle-ci impose à nouveau de développer les réseaux associatifs de la société civile afin de pouvoir prendre à leur compte le maximum de prérogatives appartenant jadis à l'Etat. Ainsi donc, le rôle de l'Etat serait d'encourager ce réveil de la société civile. De même, l'environnement étant un enjeu global, le projet écosocialiste aspirerait à s'inscrire à cette échelle macroscopique.

Cette décentralisation du pouvoir démocratique à travers une série de réseaux associatifs est une idée dont les écosocialistes trouvent explication chez Benjamin Barber : « Il nous faut reprendre, dit-il, le langage traditionnel de la société civile et nous remettre à penser nos

activités quotidiennes comme référées à trois sphères : les pouvoirs publics, le secteur privé et le domaine civil, ou espaces civiques ou encore société civile. Cet espace civique se situe entre la sphère du gouvernement et celle du secteur privé. » (Barber, 2004.) Dès lors, pour reprendre les termes de John Dewey, la démocratie doit devenir non plus seulement un mode de gouvernement mais bien un véritable « mode de vie ». La démocratie deviendrait ainsi un véritable espace de vie où s’entretiennent les rapports sociaux du quotidien et où s’établit l’intérêt général. Chacun, au quotidien, doit participer au débat démocratique global.

Cette participation à la coopération collective est strictement volontaire et est composée d’individus librement associés n’ayant pour aspiration que l’intérêt commun des collectivités. Cette nouvelle vision de la démocratie permet à nouveau de désacraliser la croissance comme relanceur de richesses. Le relèvement de l’économie doit se faire dans ce cadre avec l’aide des industries, c’est-à-dire en revoyant nos manières de produire. Ce changement de mode de pensée quant à ce qui est nécessaire à l’intérêt général ne peut se faire que par le biais d’un débat démocratique rassemblant les groupes d’intérêt de la société civile indépendamment de tous les lobbies.

La révision démocratique avancée par l’écossocialisme peut sembler difficile à concrétiser. Pourtant, les théoriciens écossocialistes proposent « *the imagining and creating of a democratic eco-socialist world system as a real utopia, not just as a vehicle for creating a safe climate, but a more socially just, democratic, and generally environmentally sustainable world society, as well.* » (Angus, 2016.) Il convient selon eux de transformer cette utopie en une « utopie concrète » pour reprendre les mots d’André Gorz.

### **3.4 Une économie de la coopération**

#### *3.4.1 Introduction*

La décroissance suppose une autre économie. L’objectif de la décroissance est de rompre avec l’idée que le bien-être social n’est accessible qu’à travers la croissance. Une pléthore d’auteurs<sup>9</sup> démontre le caractère nocif de nos habitudes de consommation sur la vie économique. Notre manière de produire et de consommer n’a d’autre choix que de prêter le flanc à un système économique capitaliste ne permettant qu’aux plus aisés de s’émanciper.

De ce constat est né aux Etats-Unis le mouvement des « *voluntary simplifiers* » prônant l’autosuffisance et l’ouverture vers une nouvelle forme d’économie. Depuis, le mouvement a

---

<sup>9</sup> Voir les études de Burch (2003), de Graaf, Wann et Naylor (2004), Dominguez et Robin (1997), ou encore Mongeau (1998).

essaimé un peu partout dans le monde et a notamment inspiré les penseurs écosocialistes. Comme le dit la politologue australienne Robin Eckersley : « *The question of economy must form the basis of any meaningful debate over proposals for environmental programmes. By the same token, the approach to economics must form the basic component of any environmental critique of the status quo.* » (Eckersley, 1992, p. 315.) Dans ce sillage, les écosocialistes prônent une « économie de la coopération ». Ci-après, nous tenterons d'en tracer les grandes lignes.

### 3.4.2 Une économie restreinte aux limites naturelles

« Gorz nomme « socialisme postindustriel » et antiproductiviste ou encore « écosocialisme » le choix de la « décroissance productive » consistant à se dégager des impératifs de l'accumulation et du gaspillage » (Gollain, 2014, p. 18.) Cette nouvelle économie part du principe que les limites physiques de l'environnement rendent impossible la rentabilisation des capitaux investis. En prenant bien souvent référence sur l'économiste Nicholas Georgescu-Roegen (Meadows, 1973.), le mouvement écosocialiste souhaite limiter l'activité économique aux possibles environnementaux faisant ainsi de la préservation de la nature son seuil infranchissable. L'économie écosocialiste trouve en la nature la limite de son développement.

Le système économique proposé par l'écosocialisme se compose des éléments suivants : « *predominant and varied public sector, a sizable cooperative sector, a sizeable private sector consisting primarily of small and medium companies that would play a significant role in providing various goods, services, and amenities.* » (Miliband, 1994.) Ainsi donc, ce système privilégie une économie orientée vers la satisfaction des besoins de base que sont les vêtements, la nourriture, le logement, l'éducation, la santé et le droit du travail. La décroissance débute donc par une redéfinition de ces besoins essentiels.

Pour les écosocialistes, il convient de sortir de l'onirisme de la croissance et des logiques de marchandises et de profit afin de s'ouvrir à une économie de la coopération et de la gratuité. On retrouve dans cette économie de la coopération le communisme de l'abondance de Marx. En effet, l'écosocialisme entend désorganiser la société fondée sur la valeur et la « croissance pour croître » afin de créer une nouvelle économie tournant autour de la production autonome de richesses qui ne seraient pas dominées par les diktats de la rentabilité.

Il serait toutefois naïf et dangereux de se lancer *ex nihilo* dans cette nouvelle expérience économique. Dès lors, les écosocialistes se doivent d'appréhender les conséquences d'une conversion vers une telle économie de la coopération. Des discussions sérieuses doivent prendre

en compte les quantités nécessaires à de tels changements ainsi que les impacts sur les différentes populations : « *Beyond a certain point, more food, clothing, and shelter are superfluous and certainly environmentally unsustainable. How much health care is necessary would depend upon each individual's physical and mental state, both of which are not only interwoven but highly variable.* » (Baer, 2016, p. 16.) Cette transformation ne peut pas se faire de manière hasardeuse.

### 3.4.3 *La reconnexion du producteur et du consommateur*

Murray Bookchin, père de la décroissance, a largement alimenté la réflexion économique de l'écosocialisme. Les écosocialistes partagent notamment avec lui « l'utopie de l'autoproduction communale coopérative » (Bookchin, 1982.) Sans pour autant revenir à des méthodes précapitalistes, l'objectif de cette économie est de rompre avec la monopolisation des moyens de production et ainsi abolir le monopole de l'offre. On comprend dès lors que cette nouvelle économie, dans la lignée de ce que nous évoquions dans les chapitres précédents de ce *Travail de fin d'études*, entend revoir tous nos besoins afin de rétablir la connexion entre les producteurs et les consommateurs. Par cette reconnexion, l'écosocialisme ouvre la voie de la décroissance.

Dans la philosophie existentialiste, l'Homme qui se produit lui-même marque l'autonomie de son existence. Cette autonomie rapetisse comme peau de chagrin lorsqu'est contraint l'Homme en tant que produit de consommation de marchandises. Reconnecter le consommateur avec le produit de sa consommation lui permet de se structurer dans ce qu'il détermine comme nécessaire. Cette reconnexion passe inévitablement par une révision totale de notre consommation. De fait, le capitalisme invite à une « *excessive consumption* » (Löwy, 2005, p. 19.), c'est-à-dire une consommation fondée sur l'ostentation, le gaspillage, l'aliénation aux logiques des marchés et l'obsession accumulationniste.

L'économie écosocialiste devrait être basée sur des choix démocratiques quant à nos priorités et sur des investissements décidés par les citoyens eux-mêmes sans passer par la loi des marchés :

« *This transition would lead not only to a new mode of production and an egalitarian and democratic society, but also to an alternative mode of life, a new ecosocialist civilization, beyond the reign of money, beyond consumption habits artificially produced by advertising, and beyond the unlimited production of commodities, such as private automobiles, that are harmful to the environment.* » (Löwy, 2005, p.20.)

A cet égard, les écosocialistes mettent en garde contre l'industrie publicitaire. En effet, celle-ci, qui n'est que le bras armé du capitalisme, ne vise qu'à remplir deux fonctions : économique et politique. Elle mobilise non pas les désirs de tous mais bien les désirs de chacun en tant que personne privée. « Elle ne promet pas aux acheteurs potentiels une amélioration de leur condition commune. Elle promet, au contraire, à chacun d'échapper à la condition commune en devenant l' « heureux privilégié » qui a pu s'offrir un bien nouveau, rare, meilleur, distinctif. » (Gollain, 2014, p. 82.) Dès lors, le marché est amené à fournir des réponses individuelles aux questions collectives. L'industrie publicitaire offre la possibilité aux consommateurs de refuser leur existence sociale en tant même qu'ils sont des individus sociaux. La publicité est une « socialisation antisociale ». La décroissance vise donc aussi à rompre avec les artifices mis en œuvre par l'industrie publicitaire capitaliste.

De plus, les techniques et les savoirs se sont complexifiés au fil de l'histoire industrielle entraînant dans la foulée une centralisation et une spécialisation des moyens de production. Il convient donc de renouer le lien entre l'autonomie du consommateur et sa possibilité de consommer raisonnablement d'un point de vue écologique et social. Cette reconnexion passe par une réappropriation des moyens de production aux niveaux local et international par le recours aux réseaux de coopération. Le producteur doit redevenir le consommateur de sa propre production et inversement. L'écosocialisme entend donc développer ces réseaux de coopération en misant sur l'autoproduction et en relocalisant les échanges au plus près des consommateurs.

Ainsi, on comprend donc que l'idéologie économique de l'écosocialisme souhaite rétablir le lien entre le producteur et le consommateur. Pour ce faire, il convient d'agir directement sur le libre-échange dévoyé qui permet aux consommateurs de consommer des produits ayant fait le tour du monde avant d'aboutir chez eux. Il s'agit donc d'une politique de relocalisation de la production et de protectionnisme écologique et social. La délocalisation détruit les emplois en lieu et place d'où se trouvent les consommateurs et a des conséquences écologiques dramatiques dues aux transports des marchandises.

#### 3.4.4 *Un changement des habitudes alimentaires*

Le commerce international s'est largement développé ces dernières décennies en raison de la réduction des coûts de transport et des accords de libre-échange. Ceci a contribué à creuser encore plus le fossé des inégalités sociales au sein des pays pauvres par les nouvelles demandes alimentaires offertes par ce système : « *an appreciable amount of this is due to the fact that*

*developed countries are importing cheap resources and manufactured goods from developing countries.* » (Baer, 2016, p. 21.)

Vandana Shiva soutient le fait qu'il convient de lutter contre ce libéralisme déréglementé en revoyant nos habitudes alimentaires: « *humanity can reduce food miles by eating diverse, local, and fresh foods, rather than increasing greenhouse gas emissions through the spread of corporate industrial farming, nonlocal supplies, and processed and packaged food.* » (Shiva, 2008.) Pour endiguer ces échanges internationaux néfastes au niveau social et écologique, il convient de couper le problème à la racine en revoyant nos habitudes alimentaires. On bascule à nouveau dans la nécessité d'un travail philosophique sur ce qui nous semble raisonnable pour nous nourrir. Selon Michael Löwy, le défi de l'écosocialisme est donc de développer une économie plus « morale » : « *This moral economy must exist in the sense in which E. P. Thompson used this term, that is, an economic policy founded on non-monetary and extra-economic criteria, In other words, it must reintegrate the economic into the ecological, the social, and the political.* » (Löwy, 2005, p. 19.)

Une fois n'est pas coutume, l'écosocialisme entend remettre à jour la notion de « suffisant » en agissant sur notre consommation. Pour les écosocialistes, la révolution commence dans l'assiette des consommateurs: « *Drastic reduction of current forms of meat consumption and dairy production would greatly decrease emissions from food production, as well as health problems.* » (Baer, 2016, pp. 19-20.) Pour permettre une consommation alimentaire écoresponsable, il faut également faire basculer l'agriculture dans l'aire de l'agroécologie. Ici non plus, nous n'entrerons pas dans les détails techniques d'une transition vers l'agroécologie. Néanmoins, il est intéressant d'envisager ce changement à l'aune des enjeux écosocialistes. Citons, l'activiste écosocialiste bengali Saral Sarkar pour qui « *the notion of collective agriculture needs to be revisited for a number of reasons, including economies of scale, particularly if it were based on decentralized planning rather than centralized planning that would not account for regional variation within a country.* » (Sarkar, 1999.)

#### 3.4.5 Révision de la notion de travail

En conséquence de ces différents aspects d'une économie écosocialiste, il convient, selon les termes de Joel Kovel, de dépasser la vision socialiste d'émancipation par le travail par « *the realization of use-values and the appropriation of intrinsic value* » (Kovel, 2007, p. 135.) En effet, ce nouveau système de production économique fait en sorte que « *the making of a thing becomes part of the thing made.* » (Kovel, 2007, p. 135.) Pour parvenir à cette nouvelle

vision, le travail doit être librement choisi et développé avec une valeur d'usage pleinement réalisée par rapport à la capacité du travail.

La notion de travail est tout à fait centrale dans le renouveau économique de l'écosocialisme. En effet, dans nos sociétés capitalistes, le bien-être psychologique des individus est souvent fonction du travail ou du non-travail. Karl Marx qualifiait les êtres humains d'*Homo Faber* ou « *Man the worker* ». Dans *The German Ideology*, Marx et Engels envisageaient une société où chacun devait être capable de ceci: « *to hunt in the morning, fish in the afternoon, rear cattle in the evening, criticize after dinner.* » (Marx, Engels, Arthur, 1974.) L'écosocialisme entend donc réduire la durée d'une journée de travail pour permettre aux travailleurs d'exploiter pleinement leurs potentialités humaines, sans pour autant les soumettre à l'obligation de la lucrativité.

Pour ce faire, les théoriciens écosocialistes mettent en exergue la fabuleuse opportunité qu'offre le numérique. Cette économie coopérative écosocialiste doit tabler sur les outils technologiques qui permettent de « faire plus et mieux avec moins tout en élargissant l'autonomie des individus et des communautés de base. » (Gorz, 1980, p. 68.) Les plus radicaux d'entre les écosocialistes vont même jusqu'à revendiquer une sortie du marché, du système de travail-emploi et de la marchandise pour créer cette économie de la gratuité facilitée par les nouveaux outils technologiques. Ainsi, l'écosocialisme veut mettre les innovations technologiques au service de la société et non pas de la croissance perpétuelle.

#### 3.4.6 Une autre production énergétique

Le système économique écosocialiste pose une autre question fondamentale : celle de la production énergétique. Comment assurer la transition écologique du productivisme capitaliste ? La question corollaire à cela est : « *A crucial question is how much energy, regardless of the source, does humanity need.* » (Baer, 2016, p. 16.) En effet, nos sociétés se sont accoutumées à certaines traditions de consommation dont il leur sera difficile de se défaire. Afin d'assurer une transition concrète, les écosocialistes aspirent à une meilleure « *energy efficiency* ». Autrement dit, pour être garanti de ne pas nuire à l'environnement, il convient d'envisager une production énergétique au sein d'un modèle économique stable à croissance nulle qui serait partie intégrante d'un système écosocialiste démocratique mondial.

Parmi les domaines à devoir être privilégiés, les écosocialistes tablent sur l'énergie solaire, sur celle des vents, sur l'énergie géothermique ou encore sur l'énergie hydraulique. Pour des raisons de synthèse, nous n'entrerons pas dans les détails de ces technologies.

Néanmoins, les écosocialistes affirment que ces formes de production énergétique devront être légions à travers le monde. Cette transition énergétique permettra également de créer de nouveaux « emplois verts », s'inscrivant non seulement dans le cadre de programmes écologiques mais permettront également de répondre plus directement aux besoins éducatifs et sociaux et aux impératifs de santé.

L'écosocialisme aspire également à stopper la production d'énergie nucléaire. Pour des raisons de sécurité et de santé, il convient de trouver des alternatives à l'énergie nucléaire. Même si l'on parvient aujourd'hui à minimiser les risques d'un accident nucléaire, un système démocratique écosocialiste ne peut se permettre de perpétuer une telle infamie sociale – le risque zéro n'existant pas en la matière. De même, la dangerosité et la pollution entraînées par les niches de déchets nucléaires radioactifs pendant des milliers d'années doivent encourager le recours à d'autres types d'énergie. Par ailleurs, la suppression des centrales nucléaires ne se couple pas nécessairement d'une suppression d'emplois puisque le démantèlement d'une centrale nucléaire nécessite plusieurs dizaines d'années et de nouveaux emplois afin d'assurer la transition.

#### *3.4.7 Vers une économie de la gratuité*

La finalité de cette transition économique est d'aboutir à une économie de la gratuité. Les écosocialistes annoncent l'avènement de la « révolution informationnelle » et le passage à un « capitalisme cognitif » ou « immatériel ». Les connaissances que nous produisons sont devenues nos principales forces productives. Ces connaissances ne se limitent pas aux savoirs scientifiques et universitaires mais s'ouvrent également aux aptitudes à collaborer ou à communiquer ; bref, elles participent d'une « intelligence collective » qui débouche sur une « économie de la connaissance ».

En définitive, cette richesse – ce capital-savoir, est foncièrement une richesse humaine. Nous passons nettement plus de temps à la produire qu'à la mettre en œuvre. Par exemple, nous « nous nous produisons nous-mêmes » à travers nos capacités relationnelles mais celles-ci ne sont pas rémunérées à hauteur de leur valeur individuelle et collective. Dans cette optique, les écosocialistes pointent l'absurdité de continuer à limiter la rémunération au seul temps de travail immédiat. Certains théoriciens écosocialistes prônent dès lors la mise en place d'un revenu de base suffisant et garanti inconditionnellement.

Ce revenu de base convient parfaitement à la volonté de « déséconomiser » les mentalités puisqu'il s'agit de « libérer les individus pour la création de ces véritables richesses

intrinsèques qui ne sont ni mesurables ni échangeables et qui échappent à la mesure par la valeur. » (Gollain, 2014, p. 40.) Ainsi, la réduction du temps de travail permettrait aux individus de participer encore davantage à la construction de ces richesses incommensurables par un travail macrosocial sans pour autant y perdre de leur capacité économique à survivre. Ce revenu de base doit en outre s'accompagner d'une véritable politique de l'espace et du temps afin d'offrir aux citoyens les meilleures conditions pour échanger et produire, individuellement ou collectivement, ces richesses sans valeur marchande. Ainsi naîtrait une véritable « économie de la gratuité ».

### **3.5 Un nouveau écologique ou la critique du « capitalisme vert »**

Comme nous l'évoquons dans la définition de notre cadre d'analyse, l'écologie de l'écosocialisme est une critique radicale du « capitalisme vert » ou de l'« écologie *mainstream* ». L'écologie socialiste vise à passer au crible l'écologie politique historique afin de la faire coïncider avec les enjeux environnementaux et sociaux contemporains. Il s'agira d'en faire un véritable mouvement culturel. Puisque c'est par l'écologie que le socialisme doit se renouveler, la tâche qui lui incombe revêt de grandes responsabilités. Par conséquent, il convient d'envisager la manière dont le socialisme doit s'emparer des questions écologiques pour former l'écosocialisme.

Pour les écosocialistes, l'objectif contemporain de l'écologie est de faire comprendre que les enjeux environnementaux sont des enjeux foncièrement sociaux. En effet, la tradition écosocialiste reconnaît à l'écologie historique la réussite d'avoir fait pénétrer les questions environnementales au sein du débat démocratique. Le bât blesse là où le lien n'a pas été clairement établi entre les dérèglements climatiques et leurs causes humaines. Ceci a pu donner naissance à un « capitalisme vert » ou à une « écologie libérale » allant outre les considérations écologiques qui auraient ralenti l'ambition d'améliorer la condition matérielle des Hommes<sup>10</sup>.

De même, l'écosocialisme n'entend pas soumettre l'Homme à la nature, comme l'avancait certaines thèses de ce que l'on nomme l'« écologie profonde » ou « *deep ecology* ». Une telle conception de l'écologie peut avoir comme conséquence une restriction des libertés individuelles et porter un coup sérieux à notre système démocratique sous le prétexte de répondre à une situation urgente. Marcel Gauchet s'est d'ailleurs demandé si « sous l'amour de la nature ne se cachait pas la haine des hommes. » (Gauchet, 1990, pp. 247-250.) Dès 1928,

---

<sup>10</sup> A cet égard, la formule du marché des quotas d'émission de gaz à effet de serre a le vent en poupe.

Walter Benjamin dénonçait aussi en cette doctrine impérialiste l'idée de domination de la nature et a proposé une nouvelle conception de la technologie comme une maîtrise des relations entre la nature et l'humanité. Cette forme d'écologie pourrait également rappeler la nostalgie d'une nature parfaite des Romantiques évoquée dans le chapitre consacré à la généalogie de l'écোসocialisme. Notons donc que l'écোসocialisme se détermine en opposition à cette conception d'un « environnementalisme subversif ».

Au contraire, l'écologie de l'écোসocialisme souhaite mettre l'Homme au centre de ses préoccupations. L'écologie doit (re)devenir un humanisme, c'est-à-dire « une pensée de l'émancipation et de l'organisation sociale reconstruite autour de la problématique nouvelle soulevée par l'épuisement de la planète qu'entraîne inexorablement un système économique tournant sur lui-même. » (Gorce, 2015, p. 14.) On retrouve ici le principe d'« impératif catégorique » de Kant repris par le philosophe Hans Jonas. Celui-ci impose « l'idée d'une exigence inconditionnée conduisant non plus seulement au respect de l'homme mais de tout ce qui fait son humanité. » (Gorce, 2015, p. 14.) C'est ce qu'Ivan Illich appelle « la préservation de la culture du quotidien »<sup>11</sup>. L'Homme est le garant de sa survie.

Kant définit l'Homme à partir de sa capacité de jugement et de pensée. Ainsi donc, il le sépare de prime abord de la nature pour lui permettre de la penser, d'agir sur elle et de lui imposer des transformations. L'écologie politique s'est trop longtemps contentée d'ignorer les conséquences des actions de l'Homme sur la nature. Elle a sapé le principe de responsabilité que nous évoquions précédemment. L'Homme a la possibilité d'agir sur la nature et la responsabilité de ne pas la mettre en péril pour ne pas se mettre en péril lui-même. Cette philosophie écologique est fondamentalement humaniste. Elle invite l'Homme à faire des choix en considérant leurs conséquences. La liberté de l'Homme sartrien évoquée précédemment est ici limitée aux conséquences qu'elle peut engendrer sur l'Homme lui-même.

Dans l'écোসocialisme, ce principe de responsabilité débouche sur le principe de précaution. En effet, notre responsabilité croît avec notre puissance qui elle-même croît avec notre connaissance. Plus cette puissance augmente, plus l'Homme devient responsable de ses conséquences. Le dilemme réside dans la capacité de l'Homme à ne pas se laisser dominer par sa puissance. Il lui revient donc d'être précautionneux quant à l'utilisation de sa puissance et de son développement. Ce principe de précaution est un principe politique. Il consiste à arbitrer

---

<sup>11</sup> Entendons par là l'ensemble des savoirs intuitifs, des savoir-faire vernaculaires, des habitudes, des normes et des conduites allant de soi, grâce auxquels les individus peuvent interpréter, comprendre et assumer leur insertion au monde.

une action en pesant les risques et les bénéfiques, autrement dit une décision prise collégalement est le produit de la valeur que nous donnons aux conséquences d'une telle décision. Plus une chose a de valeur collective, moins il nous faut la mettre en danger. Le résultat d'une décision correspond aux intentions qui la régissent.

L'Homme est ainsi responsable de sa survie. L'écologie écosocialiste l'invite donc à honnir les risques d'aliénation et de destruction qu'il peut mobiliser. La conception de ce qu'est l'Homme est élargie à son environnement, faisant ainsi de l'écologie un véritable humanisme. L'Homme, limité par sa condition et sa volonté de puissance, a à prendre en charge la responsabilité de son histoire en tant qu'être dépendant de la nature.

Par conséquent, l'écosocialisme s'attaquera moins à l'Homme qu'à ses systèmes et aux logiques qui les prédominent. Son désir est de créer les conditions de vie collective respectueuses des écosystèmes sans pour autant altérer le développement humain. « Il ne saurait en conséquence être question de fondre le socialisme dans l'écologie mais d'en faire surgir une synthèse nouvelle, de faire de l'écologie l'axe d'un projet contemporain dont l'ambition reste de donner à la société une finalité humaine. » (Gorce, 2015, pp. 21-22.)

Tout ceci concourt à imposer aux socialistes la nécessité de devenir écosocialistes et antiproductivistes s'ils souhaitent rester fidèles à leurs convictions humanistes. Pour les écosocialistes, la logique du profit de marché et la logique de l'autoritarisme bureaucratique sont incompatibles avec la nécessité de sauvegarder l'environnement naturel. En ceci consiste donc bien leur critique du « capitalisme *mainstream* »: « *reforms like eco-taxes capable of controlling "excesses" or ideas like "green economics" lead to the illusion of a "clean capitalism.* » (Löwy, 2005, p. 17.) L'écosocialisme entend rompre nettement avec cette idée d'un capitalisme écoresponsable. L'écologie politique ne peut en aucun cas s'inscrire dans un système capitaliste.

Néanmoins, ce courant de pensée d'une écologie socialiste reste encore loin d'être homogène politiquement. Les écosocialistes souhaitent en faire la synthèse. Les points communs de cette hétérogénéité doctrinale sont une critique de la logique productiviste du progrès dans ses formes capitalistes et bureaucratiques, son opposition à l'expansion infinie des modes de production et de consommation qui détruisent la nature. Elle représente une manière originale de joindre les idées fondamentales du marxisme socialiste et les gains de la critique écologique : « *it represents an original attempt to connect the fundamental ideas of Marxian socialism to the gains of critical ecology.* » (Löwy, 2005, p.18.)

## Conclusion

L'écosocialisme se caractérise aujourd'hui par une importante hétérogénéité. En fonction des repères spatio-temporels au sein desquels les théoriciens prennent position, leur définition de l'écosocialisme diffère. Ce caractère composite est encore accentué par le fait que bon nombre de théories qui fondent la définition de l'écosocialisme ne se sont jamais présentées sous le qualificatif « écosocialistes ». En effet, à travers notre étude de la généalogie écosocialiste, nous évoquons par exemple les prémices écosocialistes reconstruites chez les populations amérindiennes ou chez les Romantiques. Ceux-ci ne se sont bien sûr jamais qualifiés comme étant écosocialistes. Il n'en demeure pas moins qu'ils ont participé – souvent indirectement – à initier ce qui donnera naissance dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup>s. au terme « écosocialisme ».

De même, nous avons observé à travers notre étude que l'histoire de l'écosocialisme agrège un certain nombre de doctrines historiques telles que le marxisme et l'écologie politique. C'est bien souvent en prenant position par rapport à ces doctrines que l'écosocialisme s'est forgé au fil du temps. Par exemple, les écosocialistes se sont dressés contre le productivisme social marxiste et contre l'environnementalisme profond ou *deep ecology*. Notre étude a permis de faire la synthèse d'entre toutes les divergences de définition pour ne retenir que les occurrences universelles de l'idéologie écosocialiste. Ce faisant, nous avons démontré à quel point l'idéologie écosocialiste est exhaustive, tant tous les aspects de la vie de l'Homme en société ont été envisagés sous le prisme des enjeux environnementaux. Nous sommes donc en mesure d'affirmer que le projet écosocialiste est un projet complet au niveau théorique.

Ainsi donc, il nous a été permis d'articuler notre définition autour de cinq angles majeurs : la lutte anticapitaliste et antiproductiviste, le renouveau socialiste, la révision de la démocratie, l'économie de la coopération et le renouveau écologique ou la critique du « capitalisme vert ». Ces critères définitoires ont été choisis en fonction de leur récurrence dans les théories écosocialistes. Nous aurions pu en citer d'autres mais nous nous sommes contentés des jalons théoriques les plus fréquents dans la littérature écosocialiste. Ces cinq angles se retrouvent en effet sous divers aspects chez tous les théoriciens écosocialistes, de Gorz à Löwy. Dès lors, nous sommes en mesure d'affirmer qu'ils fondent l'ossature de l'idéologie écosocialiste. Ces critères sont tous reliés entre eux par un fil conducteur : celui de combiner écologie et socialisme au sein d'un nouveau système politique.

Toutefois, la question de l'unicité de l'écosocialisme doit être posée au diapason de sa faisabilité pratique. De fait, l'écosocialisme ne peut aspirer à faire bouger les lignes qu'à la seule condition d'être acteur de politique publique à partir d'un programme idéologique clair et précis. La marge de manœuvre écosocialiste reste encore aujourd'hui très largement cantonnée dans l'opposition. Or, l'écosocialisme ne peut être qu'un mouvement global. Afin de réparer le tissu déchiré du monde, les écosocialistes doivent mettre en place un réseau d'acteurs à l'échelle globale. Il convient de « relier tous ces relieurs » (Bidar, 2016). Et c'est en s'intégrant dans un système de gouvernance globale que l'écosocialisme pourrait répondre aux exigences de son essence. Se limiter à défendre la ligne d'argumentation de cet humanisme écologique uniquement dans une aire géographique restreinte reviendrait à guerroyer contre des moulins à vent. Néanmoins, l'écosocialisme passe avant tout par une démarche individuelle et philosophique comme nous l'évoquions à travers notre étude. Il s'agit sans doute là du plus grand défi que l'écosocialisme a à relever : changer les mentalités qui sont la cause et/ou la conséquence du système capitaliste et de ses logiques. C'est de ces millions de petites révolutions que doit naître la grande révolution qu'exige le « projet de civilisation » écosocialiste.

Une autre question sémantique se pose également dans la foulée. L'écosocialisme est-il une évolution ou une révolution ? Pour y répondre, nous nous sommes entre autres basés sur les travaux de la politologue Gayil Talshir. Dans *The Political Ideology of Greens Parties* (2002), elle démontre que l'incapacité des politiques « vertes » à s'émanciper provient de leur caractère protéiforme. Selon elle, l'écologie politique est une idéologie modulaire qui charrie une série de données prélevées çà et là auprès des doctrines politiques classiques. En se basant sur les partis verts allemands et britanniques, elle fait état de la difficulté d'implanter cette nouvelle idéologie écologique dans « *an already occupied ideological sphere, to develop distinct historical analysis and social vision, and to pave a political road for the transformation of the polity.* » (Talshir, 2002, p. 11.)

D'après ses dires, il appert qu'il convient de créer une idéologie claire et synthétique pour parvenir à un aboutissement institutionnel de l'écologie politique. Après avoir tenté de dresser une définition la plus exhaustive possible de l'écosocialisme, nous pouvons affirmer – en accord avec les travaux de Talshir, que l'idéologie modulaire qu'est l'écosocialisme implique une véritable révolution de tous nos systèmes politiques. Par l'intégration de l'idéologie écosocialiste dans une niche politique déjà bien remplie, nous procéderions à une

véritable révolution copernicienne. En effet, l'écosocialisme renvoie à un véritable travail de sape du système capitaliste sur lequel sont basées nos démocraties occidentales.

D'un autre côté, il est également possible de dire que l'écosocialisme n'induit qu'une simple évolution. De fait, c'est à partir des fondements de certaines doctrines historiques préexistantes que l'écosocialisme s'est constitué et aspire à gouverner. L'écosocialisme n'est pas apparu *ex nihilo*. Il suppose une évolution du socialisme et de l'écologie politique impliquant une fusion des enjeux soulevés par les deux mouvements. L'un des objectifs des théoriciens écosocialistes est de démontrer à quel point les enjeux environnementaux sont avant tout des enjeux sociaux. En effet, l'essence du socialisme historique renvoie à l'écologie puisqu'elle est censée garantir à tous un milieu propice à la vie en société, aspiration dont le socialisme s'est toujours fait garant.

A l'aune des dérèglements climatiques qui meurtrissent la planète Terre, il semble nécessaire de reconsidérer nos modèles de vie capitalistes. Face à un système à l'extrême violence – celle du capital-roi, l'écosocialisme propose un véritable « projet de civilisation ». L'écosocialisme est restée longtemps au ban de la vie politique en raison des lettres écarlates qu'on appose aux idéologies novatrices utopistes, souvent sans démonstration scientifique. Aujourd'hui, le mouvement écosocialiste se structure, se module pour devenir un véritable programme politique accessible au gouvernement. Par ce *Travail de fin d'études*, nous apportons la démonstration de la faisabilité de cette entreprise.

## 4. Bibliographie

### 4.1 Monographies

- ANGUS Ian, *The global fight for climate justice*, London: Resistance books, 2009, 284 p.
- ANGUS Ian, BUTLER Simon, *Too Many People?: Population, Immigration, and the Environmental Crisis*, Haymarket Books, Octobre 2011, 266 p.
- BAER Hans. A., *Toward Democratic Eco-socialism as the Next World System*, s.l.: The Next System Project, avril 2016.
- BARBER Benjamin, *Strong Democracy: Participatory Politics For New Ages*, Berkeley: University of California Press, 2004.
- BIDAR Abdenour, *Les Tisserands*, Paris: Les liens qui libèrent, 2016, 194 p.
- BOOKCHIN Murray, *The Ecology of Freedom: The Emergence and Dissolution of Hierarchy*, Palo Alto: Cheshire Books, 1982.
- BURKETT Paul, *Marx and Nature: A Red and Green Perspective*, Berlin: Springer, 1999, 312 p.
- DALY Herman, COBB John B., COBB Clifford W., *For the Common Good: Redirecting the Economy Toward Community, the Environment, and a Sustainable Future*, Boston: Beacon Press, 1989.
- DEPELTEAU François, *La démarche d'une recherche en sciences humaines. De la question de départ à la communication des résultats*, Bruxelles : De Boeck, 2010, 417 p.
- DUMONT René, *Seule une écologie socialiste...*, Paris : Robert Laffont, 1977.
- DUVERGER Timothée, *Le Parti socialiste et l'écologie, 1968-2011*, Paris : Editions Fondation Jean-Jaurès, septembre 2011.
- ECKERSLEY Robyn, *Environmentalism and Political Theory*, New York: SUNY Press, 1992.
- FERRERAS Isabelle, *Gouverner le capitalisme ? Pour le bicamérisme économique*, Paris : Presses universitaires de France, 2012.
- FOSTER Bellamy John, *Marx's Ecology: Materialism and Nature*, New York: Monthly Review Press, 2000.
- FOSTER Bellamy John, *The Ecological Revolution: Making Peace with the Planet*, New York: Monthly Review Press, 2009.
- FOSTER Bellamy John, MAGDOFF Fred, *What Every Environmentalist Needs to Know About Capitalism: A Citizen's Guide to Capitalism and the Environment*, New-York: NYU Press, 2011, 188 p.
- GOLLAIN Françoise, *André Gorz. Pour une pensée de l'écologie sociale*, Neuvy-en-Champagne : Le passager clandestin, « Les précurseurs de la décroissance », 2014, 94 p.

- GORCE Gaëtan, *L'écosocialisme*, Paris : Editions Fondation Jean-Jaurès, 2015.
- GORZ André (HORST Gérard), *Métamorphoses du travail. Critique de la raison économique*, Paris : Galilée, 1988.
- GORZ André (HORST Gérard), *Ecologica*, Paris : Galilée, 2008.
- GORZ André (HORST Gérard), *Croissance destructive et décroissance productive*, Paris : Galilée, 1980.
- HAECKEL Ernst, *Generelle Morphologie der Organismen. Allgemeine Grundzüge der Organischen Formen-Wissenschaft, Mechanisch Begründet durch die von Charles Darwin Reformirte Descendenz-Theorie, T. I: Allgemeine Anatomie der Organismen*, Berlin: Druckund Verlag von Georg Reimer, 1866.
- KITSCHOLT Herbert, *The Logics of Party Formation: Ecological Politics in Belgium and West Germany*, New York: Cornell University Press, 1989.
- KOVEL Joel, *The Enemy of Nature: The End of Capitalism Or the End of the World?, Second Edition*, London : Zed Books, 15 septembre 2007.
- DE LAHONTAN Louis-Armand, *Dialogues avec un Sauvage [1702]*, édition préparée par Réal Ouellet, Montréal : Lux, 2010.
- LÖWY Michael, *Ecosocialisme*, Paris: Mille et une nuits, 2011.
- LÖWY Michael, *Capital contre nature*, Paris : Presses universitaires de France, 2003.
- LÖWY Michael, *Ecosocialisme. L'alternative radicale à la catastrophe écologique capitaliste*, Paris : Mille et une nuits, 2011, 240 p.
- MARX Karl, ENGELS Friedrich, ARTHUR C. J., *The German Ideology*, London: Lawrence & Wishart, 1974.
- MAYER Margit, ELY John, *The German greens: the paradox between movement and party*, Philadelphie : Temple University Press, 1998, 344 p.
- MEADOWS Donatella, et alii, *Halte à la croissance*, Paris : Fayard, 1973.
- MILIBAND Ralph, *Socialism for a Sceptical Age*, London: Verso, 1994, 221 p.
- MONTAIGNE Michel de, *Les Essais*, livre I, chap. XXX, « Des cannibales » [1580], Paris : Michel Nivelle, 1608.
- MÜNSTER Arno, *André Gorz ou le socialisme difficile*, Fécamp : Éditions Lignes, 2008, 156 p.
- MÜNSTER Arno, *Réflexions sur la crise : Ecosocialisme ou barbarie ?*, Paris : L'Harmattan, 2009.
- MÜNSTER Arno, *Pour un Socialisme Vert*, Fécamp : Éditions Lignes, juin 2012, 144 p.
- MÜNSTER Arno, *Utopie, Écologie, Ecosocialisme. (De l'utopie concrète d'Ernst Bloch à l'écologie socialiste)*, Paris : L'Harmattan, coll. « Questions contemporaines », 2013.

O'CONNOR James, *Natural Causes: Essays in Ecological Marxism*, New York: Guilford Press, 1997.

POGUNTKE Thomas, *Alternative Politics: The German Green Party*, Edimbourg: Edinburgh University Press, 1993.

POSTONE Moishe, *Temps, travail et domination sociale : Une réinterprétation de la théorie critique de Marx*, Paris : Mille et une Nuits, 2009.

RECLUS Élisée, *L'homme et la Terre, T. VI, Histoire contemporaine (suite)*, Paris : Librairie Universelle, 1908.

ROSNAY de Joël, *Le Macroscopie: vers une vision globale*, Paris : Seuil, 1975.

SARKAR Saral, *Eco-socialism or Eco-Capitalism?: A Critical Analysis of Humanity's Fundamental Choices*, London: Zed Books, 1999.

SARTRE Jean-Paul, *L'être et le néant : essai d'ontologie phénoménologique*, Paris : Gallimard, 1943, 722 p.

SHIVA Vandana, *Soil Not Oil: Environmental Justice in a Time of Climate Crisis*, Cambridge: MA: South End Press, 2008.

STAROBINSKI Jean, *Jean-Jacques Rousseau : la transparence et l'obstacle*, Paris : Gallimard, 1971.

TALSHIR Gayil, *The Political Ideology of the Green Parties. From the Politics of Nature to Redefining the Nature of Politics*, s.l.: Palgrave Macmillan, « St Anthony's series », 2002, 307 p.

TANURO Daniel, *L'impossible capitalisme vert*, Paris : La Découverte, 2010.

TRAMPERT Rainer, EBERMANN Thomas, *Die Zukunft der Grünen. Ein realistisches Konzept für eine radikale Partei*, Hamburg: KonkretLitteraturVerlag, 1984.

VAN HAUTE Emilie (ed.), *Green parties in Europe*, Oxon: Routledge, 2016.

WALL Derek, *The Rise of the Green Left: Inside the Worldwide Ecosocialist Movement*, London: Pluto Press, 2010.

R. WEINER Douglas, *Models of Nature. Ecology, Conservatism, and Cultural Revolution in Soviet Russia*, Bloomington : Indiana University Press, 1988.

WILLIAMS Chris, *Ecology and Socialism: Solutions to Capitalist Ecological Crisis*, Haymarket Books, Juin 2010, 296 p.

WORSTER Donald, *The Wealth of Nature*, New York: Oxford University Press, 1993.

## 4.2 Articles scientifiques

ANGUS Ian, « A vision of democratic ecosocialism », in *Climate and Capitalism*, 10 août 2016.

BOCCARA Guillaume, « Cet obscur objet du désir... multiculturel (III) : ethnogenèse, ethnicisation et ethnification », dans *Nuevo Mundo, Mundos Nuevos*, 2010.

DE KADT Maarten, ENGEL-DI MAURO Salvatore, « Marx's Ecology or Ecological Marxism: Failed Promise », in *Capitalism, Nature, Society*, juin 2011.

DESGUERRIERS Guillaume, MOURLANE Dominique, GAUDRAY Christian, « Comprendre l'écologie politique », dans *UFAL*, 2012.

DICKMANN Julius, « La véritable limite de la production capitaliste », dans *La critique sociale*, 1933, n° 9.

ECKERSLEY Robyn, « Green versus ecosocialist economic programmes: the market rules OK? », in *Political studies*, 1992.

FLIPO Fabrice, « Moishe Postone, un marxisme (enfin) débarrassé du productivisme ? », dans *Mouvements*, 2009, Vol. IV, n° 60.

FOSTER Bellamy John, « The four laws of ecology and the four anti-ecological laws of capitalism », in *Climate and Capitalism*, 2 avril 2012.

FOURIER Charles, « Détérioration matérielle de la planète », dans *La Phalange. Revue de la science sociale*, deuxième semestre 1847, T. VI.

GAUCHET Marcel, « Sous l'amour de la nature, la haine des hommes », dans *Le Débat*, 1990, Vol. III, n°60, pp. 247-250.

GORZ André (HORST Gérard), « Ecologie et liberté », dans *Ecologie et politique*, 1978, Paris : Seuil.

GORZ André (HORST Gérard), « Richesse sans valeur, valeur sans richesse », dans *Cadernos IHV Ideias*, 2005, n°31, Sao Paulo : Unisinos.

GORZ André (HORST Gérard), « Crise mondiale, décroissance et sortie du capitalisme », dans *Entropia*, 2007, n°2.

GORZ André (HORST Gérard), « La sortie du capitalisme a déjà commencé », dans *EcoRev'*, 2007, n°28, repris dans l'anthologie posthume, dans *Ecologica*, Paris, 2008.

GORZ André (HORST Gérard), « Tous entrepreneurs ? », dans *Partage*, octobre-novembre 2002, n°161.

JAHAN Sébastien, LAMY Jérôme, « Introduction : Pour une histoire de l'écosocialisme », dans *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 2016, n° 130.

LÖWY Michael, « What is Ecosocialism ? », in *Capitalism Nature Socialism*, 2005, Vol. XVI, n°2.

LÖWY Michael, « De Marx à l'écosocialisme », dans *Ecologie & politique*, 2002, n°24.

PODOLINSKY Sergueï, « Le socialisme et l'unité des forces physiques », dans *La Revue Socialiste*, 20 juin 1880, n° 8.

POYAU Pierre-Louis, « L'écosocialisme : qu'est-ce donc ? », dans *Ecologie, Politique*, 17 décembre 2016.

RECLUS Élisée, « De l'action humaine sur la nature », dans *Revue des Deux Mondes*, décembre 1864.

RICHTER Saskia, « Führungohne Macht ? Die Sprecher und Vorsitzenden der Grünen », dans Daniela Forkmann, Michael Schlieben (dir.), *Die Partei-vorsitzenden in der Bundesrepublik Deutschland, 1949-2005*, Göttinger Studien zur Parteienforschung, Wiesbaden, VS Vorlag für Sozialwissenschaften.

TANURO Daniel, « Capitalisme, productivisme, socialisme réel et écosocialisme », sur site de la Ligue communiste révolutionnaire, juin 2009.

### 4.3 Documents officiels

Manifeste pour l'écosocialisme adopté par le Congrès du Parti de Gauche du 22 au 24 mars 2013, « 18 thèses pour l'écosocialisme » : <https://www.lepartidegauche.fr/identite/manifeste-pour-ecosocialisme-22-au-24-mars-2013-21786>

Manifeste du Mouvement VEGA : <http://www.mouvement-vega.be/a-propos/manifeste/>

Statuts du Mouvement VEGA : [http://www.mouvement-vega.be/wp-content/uploads/2013/12/Statuts\\_VEGA\\_2014\\_02\\_01.pdf](http://www.mouvement-vega.be/wp-content/uploads/2013/12/Statuts_VEGA_2014_02_01.pdf)

« Motions nationales d'orientation », Le Poing et la Rose, juin 1977, Paris.

### 4.4 Conférences

ANGUS Ian, « How to make an ecosocialist revolution », texte édité à partir de la présentation de Ian Angus à la conférence « Climate Change Social Challenge » à Melbourne le 2 octobre 2011 : <http://climateandcapitalism.com/2011/10/07/how-to-make-an-ecosocialist-revolution/>

### 4.5 Rapports

*An ecosocialist coalition*, « System change not climate change: What Is Ecosocialism? », 2013, accessible en ligne: <http://systemchangenotclimatechange.org/sites/default/files/images/scncc-pamphlet-v2.pdf>,

## 4.6 Entretiens

MÜNSTER Arno, Entretien pour la revue *Les Zindignés*, réalisée par Paul Ariès, 8 décembre 2013, [accessible en ligne, consulté pour la dernière fois le 20 mai 2017] : <http://www.les-indignes-revue.fr/spip.php?article39>

## 4.7 Sitographie

GOLLAIN Françoise, « André Gorz était-il un écologiste ? », [accessible en ligne, consulté le 24 février 2017], <https://www.cairn.info/revue-ecologie-et-politique1-2012-1-page-77.htm>

HARRIBEY Jean-Marie, « André Gorz. Critique du capitalisme, écologie politique et post-capitalisme » [accessible en ligne, consulté le 6 mars 2017] : <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/diapo-gorz.pdf>

KOVEL Joel et LÖWY Michael, « An ecosocialist manifesto », [accessible en ligne, consulté le 15 mars 2017], <http://members.optushome.com.au/spainter/Ecosocialist.html>

LÖWY Michael, « What is Ecosocialism ? » [accessible en ligne, consulté le 14 avril 2017], <http://www.havenscenter.org/files/Ecosocialism.CNS.final.version.pdf>

ORTIZ Jean, « Le concept de « buen vivir » et l' « écosocialisme », [accessible en ligne, consulté le 12 avril 2017], <http://www.legrandsoir.info/le-concept-andin-de-buen-vivir-et-l-ecosocialisme.html>

## 5. Annexes

### *Application de la définition aux deux partis politiques*

Dans le cadre d'un *Travail de fin d'études* s'intégrant dans un Master 60 imposant certaines contraintes en termes de quantité, nous n'avons pu faire figurer l'application pratique de notre définition au sein du corps même dudit *Travail*. C'est pourquoi l'analyse des programmes du Parti de gauche et du Mouvement VEGA prennent place dans l'annexe ci-dessous.

### **5.1 Le Parti de gauche**

Le manifeste du Parti de gauche, *18 thèses pour l'écossocialisme*, a été élaboré en décembre 2012 à Paris lors des Assises pour l'écossocialisme organisées par le Parti. Il s'inspire notamment du Manifeste international de l'écossocialisme publié en 2002 et de la déclaration écossocialiste de Belem de 2009.

#### *5.1.1 Une lutte anticapitaliste et antiproductiviste*

Dès les premières lignes du Manifeste, le Parti de gauche se définit en opposition au système capitaliste et à son productivisme : « Nous combattons donc les deux moteurs du système actuel : le capitalisme et le productivisme. » (Manifeste du Parti de gauche, 2013, p. 3.) Sa lutte contre le capitalisme s'articule autour de l'idée que la transformation de toutes choses en dividendes est responsable des inégalités sociales et de la mondialisation excessive qui bouleverse l'écosystème par sa pollution. On retrouve donc ce que nous évoquons dans la définition de l'écossocialisme puisque nous constatons que le Parti de gauche considère également que l'hyper-économisme du système capitaliste a des conséquences sociales et écologiques désastreuses.

Dès lors, dans la lignée d'André Gorz, il propose de « déséconomiser » les mentalités. D'emblée, le Manifeste fait donc écho au changement philosophique promu par l'écossocialisme. S'érigeant contre « l'idéologie consumériste » qui est le « corollaire du capitalisme », le Parti de gauche souhaite en revenir au seuil du « suffisant ». Pour ce faire, il s'en remet à ce constat que nous évoquons précédemment : « Dans la réalité, avant toute idée humaine sur le sujet, l'être humain est partie intégrante de l'écosystème dans lequel il vit. Ils ne peuvent être dissociés. Il n'y a qu'un seul écosystème global compatible avec la vie humaine. Dès lors, nous sommes tous semblables dans notre dépendance à l'écosystème. » (Manifeste du Parti de gauche, 2013, p. 3.) C'est donc tout le système productiviste qu'il convient de passer au crible.

On en arrive à la critique existentialiste du capitalisme. En effet, le Parti de gauche reprend la thèse selon laquelle l'Homme a la responsabilité d'assurer sa subsistance. Dès lors, il lui importe de se conformer aux limites naturelles de l'écosystème : « préserver l'écosystème qui rend la vie humaine possible » (Manifeste du Parti de gauche, 2013, p. 3.) Selon le Manifeste du Parti, pour parvenir à organiser collectivement la gestion de cet écosystème, il convient d'appuyer les décisions politiques sur la démocratie, l'égalité sociale, la laïcité et le féminisme. Nous verrons par la suite comment le Parti de gauche entend organiser politiquement cette gestion environnementale.

Pour en revenir à la lutte anticapitaliste, il convient de mentionner la septième thèse du Manifeste intitulée : « Mettre l'économie au service des besoins ». Pour les écosocialistes, la satisfaction des besoins de l'Homme doit se limiter à la possibilité de pouvoir renouveler les ressources naturelles prélevées. Selon le Manifeste, il s'agit de se cantonner aux « besoins réels ». Ainsi, le Parti invite à ce qui fait la pierre angulaire de la lutte écosocialiste contre le capitalisme, à savoir la décroissance : « Mais nous savons dorénavant que l'émancipation ne peut être atteinte par la croissance sans fin : l'écosystème qui rend la vie humaine possible ne le permet pas. Ce constat oblige à définir un nouveau modèle de progrès en rupture avec le système capitaliste. » (Manifeste du Parti de gauche, 2013, p. 4.) Cette décroissance s'incarne à travers ce que le Manifeste appelle « la planification écologique » qui n'est autre que l'organisation économique, non plus en fonction des diktats de profit capitalistes, mais bien en fonction de la capacité à rendre à la nature ce que l'industrie lui soustrait.

De même, le Parti de gauche entend revoir la notion de travail et de salariat capitaliste. Comme le prônent les penseurs écosocialistes, le Parti souhaite réduire drastiquement le temps de travail : « travailler moins pour travailler tous et mieux » (Manifeste du Parti de gauche, 2013, p. 5.) Toujours en accord avec l'idée écosocialiste de « suffisant », le Manifeste propose de réduire la durée de travail au temps utile pour produire ce qui nous est nécessaire. Le temps qui serait imputé au travail salarié permettrait dès lors de participer à d'autres activités sans visées lucratives et ainsi développer ce que les écosocialistes nomment « l'économie de la connaissance » ou « intelligence collective ».

En conclusion, nous pouvons donc affirmer que le Parti de gauche se rattache bel et bien à la doctrine anticapitaliste de l'écosocialisme.

### 5.1.2 *Le renouveau socialiste*

La quatrième thèse du Manifeste porte le nom de : « Le renouveau du socialisme ». La perspective écosocialiste d'un renouveau du socialisme passe par la rencontre d'avec l'écologie politique. Le Parti de gauche a bien saisi l'objectif de la démarche : faire de l'écologie un enjeu social. Les membres du Parti constatent en effet qu'il y a une répartition inégale des richesses naturelles à l'échelle mondiale. Ils critiquent notamment le fait qu'au sein du système social-démocrate, l'égalité sociale doit être assurée par la croissance. Le système actuel induit en effet que « la répartition de la richesse s'organise à partir des « fruits de la croissance » » (Manifeste du Parti de gauche, 2013, p. 4.) Le Parti a constaté que ce système conduit inévitablement à piller les pays du Sud au profit des pays du Nord.

Le renouveau socialiste prôné par le Parti et par le mouvement écosocialiste de manière générale aspire à rendre la justice sociale au nom de l'écologie. Ici encore, il convient de revoir notre manière de produire puisqu'elle ne permet pas à tous de s'émanciper mais uniquement à ceux qui disposent du plus de capitaux. Or, le Parti de gauche articule son Manifeste autour d'un « universalisme social concret ». Le socialisme historique avait pour objectif de permettre l'émancipation collective la plus large possible. Or, force est de constater qu'ayant à s'inscrire dans un système capitaliste, ce socialisme s'est lentement dévoyé pour ne plus laisser l'accès au développement socio-économique qu'à une infime partie des citoyens. Face à ce constat, le Parti de gauche entend revenir à l'universalisme social cher au socialisme historique à travers la prise en compte de l'écologie : « Dès lors, nous sommes tous semblables dans notre dépendance à l'écosystème. Cette vérité s'impose à tous, en dépit de nos différences de tous ordres. Il y a donc un intérêt général humain qui est lié à celui des autres espèces vivantes : préserver l'écosystème qui rend la vie humaine possible. » (Manifeste du Parti de gauche, 2013, p. 4.) Cette volonté écosocialiste du Parti de gauche s'incarne à travers la constitution d'une « République sociale universelle ».

Comme nous l'évoquions dans le chapitre consacré à la définition de l'écosocialisme, le socialisme écologique passe inévitablement par une critique du productivisme auquel le socialisme historique a souvent souscrit. Ainsi, le Parti de gauche peut être qualifié de mouvement « rouge vert » grâce à sa volonté de « débarrasser le socialisme des logiques productivistes » (Manifeste du Parti de gauche, 2013, p. 3.) Le renouveau socialiste initié par le Parti de gauche est également détaillé dans la troisième thèse du Manifeste, intitulée : « Une nouvelle synthèse politique à gauche ». Et, comme nous l'avons démontré précédemment, il est impossible de concilier productivisme et socialisme puisque le système productiviste porte

inévitablement atteinte à l'environnement et que détruire ce dernier revient à meurtrir l'Homme. Cette perspective permettrait de faire converger les grandes tendances socialistes vers un seul objectif déterminant tous les autres, à savoir l'écologie : « Il permet ainsi la jonction des grands courants de la gauche dans un nouveau paradigme politique. » (Manifeste du Parti de gauche, 2013, p. 3.) Pour les écosocialistes, ce nouveau paradigme politique est la seule manière offerte à la démocratie de dépasser les problèmes sociaux qui la traversent et *in fine* de proposer une véritable réminiscence de l'idéologie socialiste.

Cette révolution des mentalités prônée par le Parti implique un mouvement social d'envergure. Raison pour laquelle ce renouveau socialiste doit être mené à l'échelle internationale. Les dix-septième et dix-huitième thèses du Manifeste ne se nomment-elles pas d'ailleurs : « Porter un combat internationaliste et universaliste » et « Mener la révolution citoyenne pour l'écosocialiste ». Ainsi donc, comprenons que le Parti souhaite définir ce nouveau paradigme de gauche autour de la Déclaration universelle des droits de l'Homme : « Cela institue l'universalité des droits humains, la citoyenneté comme devoir et la République comme nécessité. Tel est le lien raisonné qui unit l'écologie politique et la République sociale universelle. C'est cette théorie politique globale que nous nommons écosocialisme. Il s'agit d'un humanisme et d'un universalisme socialiste et concret. » (Manifeste du Parti de gauche, 2013, p. 3.)

Par ces éléments directement écosocialistes, nous sommes en mesure d'affirmer que le Parti de gauche s'inscrit parfaitement dans la lignée d'un renouveau écologique du socialisme.

### 5.1.3 Une révision de la démocratie

Selon les mouvements « rouge-verts », il est indispensable de revoir le fonctionnement du système démocratique pour permettre à l'écosocialisme de se mettre en place au niveau institutionnel. Le Manifeste du Parti de gauche consacre plusieurs de ces thèses à cette démonstration. L'objectif premier est de contribuer au rétablissement de « la souveraineté populaire par une démocratie réelle » (Manifeste du Parti de gauche, 2013, p. 8.) Les membres du parti aspirent à mettre en branle tout le système institutionnel ainsi que la hiérarchie des normes juridiques, sociales et environnementales qui régissent la société. En ces termes, il est question d'une véritable révolution tant les combats à mener sont multiples et protéiformes. Cette révolution s'incarne essentiellement à travers la dernière thèse du Manifeste.

Pour le Parti de gauche, le premier combat à mener est celui de l'éducation civique permettant à tous d'avoir accès à armes égales au débat démocratique : « L'école publique, à

travers les voies professionnelles, technologiques et générales, doit organiser l'élévation des connaissances et des qualifications à tout âge afin de réussir cette bifurcation et faire émerger de nouvelles filières. » (Manifeste du Parti de gauche, 2013, pp. 6-7.) On retrouve ici le concept d' « éthique de la discussion » d'Habermas qui plaide pour l'instauration d'un espace public de débat à cheval entre sphère privée et sphère publique. En effet, il convient d'éduquer le peuple à la chose politique afin de permettre à la société civile de tenir un discours politique constructif et cohérent. L'objectif de cette écodémocratie est de réintégrer la population dans la citoyenneté.

Pour le Parti de gauche, cette révision ne peut se réaliser en-dehors d'une assemblée constituante : « Celle-ci doit renouveler de fond en comble les formes institutionnelles et mettre en place les moyens démocratiques qui rendront possibles l'implication citoyenne permanente et la souveraineté populaire en tous domaines. » (Manifeste du Parti de gauche, 2013, p. 7.) L'ensemble des décisions politiques doivent être prises à l'aune d'une « délibération collective ». On retrouve la notion d'universalité des droits humains à travers cette invitation au débat démocratique puisque « dans la délibération pour déterminer l'intérêt général humain, chacun d'entre nous est appelé à dire non pas ce qui est bon pour lui mais ce qui est bon pour tous. » (Manifeste du Parti de gauche, 2013, p. 3.) Le Parti rappelle d'ailleurs à cet égard les tentatives amorcées en Islande et au Venezuela pour mettre en place cette assemblée constituante.

Les solutions ne peuvent émerger que d'en-haut. Dès lors, il importe de donner aux citoyens les moyens d'influer les décisions prises par les gouvernants. Les principales réformes que le Parti de gauche entend développer au niveau démocratique sont les suivantes : imposer des scrutins à la proportionnelle ainsi qu'une parité et un non cumul des mandats, avoir la garantie que « les majorités parlementaires écosocialistes conjuguent bel et bien leur action avec des mouvements d'implication populaire dans tous les domaines de la vie en société. » (Manifeste du Parti de gauche, 2013, p. 8.)

Ainsi, nous comprenons que cette « révolution citoyenne » consiste avant tout à rendre au peuple le droit de déterminer l'intérêt général. Divers moyens sont proposés par le Parti pour y parvenir : « Le secteur de la recherche doit se réorganiser autour de l'intérêt général et des besoins réels, et inventer de nouvelles formes participatives par le biais par exemple de conventions de citoyens. » (Manifeste du Parti de gauche, 2013, p. 6.) Des « conférences de participation populaire » peuvent être convoquées afin de faire converger les intérêts individuels des citoyens à des échelons plus macroscopiques. Ce faisant, il serait plus aisé de

permettre à la société civile de faire valoir ses intérêts sociaux, économiques et environnementaux.

#### *5.1.4 Une économie de la coopération*

On l'a dit, le Parti de gauche invite à changer de système économique en se défaisant des modèles capitalistes. L'idée majeure qu'il soutient est de lutter contre l'oligarchie financière pour redistribuer les richesses et fonder une nouvelle économie des besoins en toute sobriété et de manière respectueuse de l'environnement. En accord avec la doctrine écosocialiste, les principaux points d'ancrage de cette nouvelle économie sont les suivants : rétablir la souveraineté budgétaire et la nationalisation en tant qu'outil de politique publique, prôner la démondialisation et le protectionnisme social et écologique, assurer une dotation inconditionnelle d'autonomie et un salaire socialisé ainsi qu'un revenu maximum.

Pour l'écosocialisme, l'écologie n'est pas compatible avec le libéralisme économique. Le système économique doit être repensé en mettant en exergue les arguties de l'écologisme qui s'abstient de critiquer le productivisme. Cette volonté est exprimée explicitement dans le chapitre « Mettre l'économie au service des besoins » du Manifeste : « L'écosocialisme veut mettre l'économie et le système productif au service des besoins humains. En cela, il s'oppose à la « politique de l'offre » défendue par les libéraux. Nous refusons cette logique productiviste qui consiste à produire tout et n'importe quoi dans n'importe quelles conditions pour l'écouler sur un marché par des dépenses publicitaires. » (Manifeste du Parti de gauche, 2013, p. 5.)

Le Parti de gauche dénonce également l'industrie publicitaire qui se nourrit de l'obsolescence programmée et des besoins inassouvis et qui donne lieu à la dictature du profit individuel. Il prône un retour à la consommation de « bien réels ». Entreprise qui se matérialise autour de la mise en place de la planification écologique. Celle-ci « organise l'intervention continue des salariés dans la gestion des entreprises, dans le prolongement de la convergence croissante des luttes sociales et environnementales. » (Manifeste du Parti de gauche, 2013, p. 7.) Cette planification écologique induit nécessairement une révision de la notion de travail-salariat, caractéristique de l'idéologie écosocialiste.

« Travailler moins pour travailler tous et mieux » est la doctrine écosocialiste du Parti de gauche en ce qui concerne la notion de travail-salariat. L'objectif est d'atteindre le plein emploi afin de limiter le travail à la production de ce qui nous est nécessaire. On retrouve à nouveau le concept écosocialiste de « suffisant ». Cette réduction du temps de travail salarié permettrait de s'adonner à d'autres activités jugées « improductives » et pourtant combien

indispensables au bien-être social. Ce pan du Manifeste fait écho au système écosocialiste du « temps libéré ».

#### *5.1.5 Un renouveau écologique ou la critique du « capitalisme vert »*

Selon l'écosocialisme, l'écologie politique ne peut être mise en place de manière raisonnable à travers le libéralisme. Le Parti de gauche abonde dans ce sens : « Nous rejetons la mystification représentée par une certaine vision de l'écologie qui se veut compatible avec le libéralisme. » (Manifeste du Parti de gauche, 2013, p. 4.) Le Parti s'oppose à la chimère du « capitalisme vert » puisque les logiciens économiques capitalistes incitent indéniablement à la destruction de l'environnement. L'objectif du système capitaliste est de générer le plus de capital possible en faisant fi des moyens de production. Dès lors, c'est bien souvent l'environnement qui pâtit de ce discours « court-termiste ».

Dans cet ordre d'idées, le Parti de gauche s'oppose à toute écologie politique qui ne condamnerait pas le mode de fonctionnement capitaliste : « Nous refusons le discours écologiste qui se contente de culpabiliser les individus. Il s'abstient ainsi de souligner la responsabilité majeure du productivisme sans frein. [...] Notre écologie à nous aborde les questions d'environnement en faisant systématiquement le lien avec la critique du système économique et avec les luttes sociales, en y impliquant l'ensemble des citoyens.» (Manifeste du Parti de gauche, 2013, p. 4.)

On comprend dès lors que le Parti s'oppose à l'environnementalisme à l'instar des doctrines écosocialistes. L'écologie du Parti de gauche entend avant tout dénoncer le système avant de s'attaquer aux Hommes. Ce faisant, il refuse de soumettre l'Homme à la nature, ce qui reviendrait à donner le flanc à un environnementalisme sans efficacité, comme l'affirmait André Gorz. En ce sens, nous pouvons à nouveau confirmer que le Parti de gauche est bel et bien mû par une idéologie écosocialiste.

## **5.2 Le Mouvement VEGA**

Avant toute chose, il convient de préciser que le Mouvement VEGA a été dissout le 28 avril 2017 pour s'associer au Mouvement de gauche et ainsi former le Mouvement Demain. Le Manifeste du Mouvement VEGA n'est à ce jour plus disponible. Toutefois, nous avons eu l'opportunité de l'analyser avant qu'il ne soit plus accessible. Cette analyse permettra, dans la

droite ligne de ce que nous avons pu établir à partir du Parti de gauche, de vérifier la composante écosocialiste du Mouvement VEGA.

### *5.2.1 Une lutte anticapitaliste et antiproductiviste*

D'emblée, les partisans du Mouvement se présentent comme des citoyens issus de divers horizons politiques avec comme volonté de rompre avec les politiques traditionnelles et de proposer un modèle axé sur l'écologie, la démocratie et le socialisme. Dans les « principes » de son programme, le Mouvement fait rapidement mention du recours nécessaire aux nouvelles technologies qu'annonce la révolution numérique. Cette aspiration est en adéquation avec la doctrine écosocialiste anticapitaliste qui mesure combien il sera important pour les écosocialistes d'assurer une transition cohérente vers un système décroissant. Cette transition ne se fera pas à rebours des nouvelles technologies mais bien avec leur aide. Le Mouvement préconise donc une sortie « high-tech » du capitalisme telle que définie dans les traités écosocialistes.

Selon le programme, nos modes de vie détruisent l'environnement lequel est unique aux Hommes. Dès lors, l'objectif est de les transformer à travers la société et les institutions. L'un des chapitres du programme porte explicitement le titre de « La menace capitaliste et productiviste ». Il convient selon eux de « lutter contre l'idée mortifère que le salut de l'humanité tiendrait au productivisme illimité en considérant que seuls les détenteurs du capital bénéficient de ce système néolibéral capitaliste. Il faut donc rompre avec l'hégémonie culturelle du capitalisme et du productivisme (logique d'accaparement par un petit nombre des fruits du travail d'un grand nombre). Cette croissance éperdue épuise la planète et les hommes. Ce système concourt à creuser les inégalités sociales, les souffrances au travail et les déboires environnementaux. » (Manifeste du Mouvement VEGA, 2014, p. 2.) On comprend dès lors que cette lutte anticapitaliste constitue l'ossature générale du Mouvement puisque d'elle aussi découlera le renouveau socialiste qu'il suggère.

L'écosocialisme s'articule autour de la notion de « suffisant ». A travers notre définition, nous avons pu observer que c'est à un véritable changement de mentalité qu'il convient d'aspirer pour mettre en place un système écosocialiste. Le Mouvement VEGA l'affirme également à travers ce qu'il nomme « le sens de la mesure » : « Il faut refuser l'idée que la relance de la croissance et du PIB pourrait redonner du sens à la social-démocratie. Ce modèle repose sur une doctrine d'expansion infinie alors que les ressources, elles, sont finies. » (Manifeste du Mouvement VEGA, 2014, p. 4.) Actuellement, tous nos schémas de pensée

concourent à faire de la croissance l'objectif à atteindre. Selon le Mouvement, il convient de sortir de la croyance en l'accession au bien-être social par la croissance illimitée : « Depuis les années 70, la croissance économique s'est durablement ralentie. Dès lors, il convient de créer un pacte social qui n'aurait plus besoin d'une croissance illimitée du PIB. » (Manifeste du Mouvement VEGA, 2014). Le Mouvement s'attaque au système anticapitaliste en ciblant majoritairement les instances macroscopiques qui le régulent : l'Union européenne qui « sous des pressions multiples (business, finance, autres organisations internationales, etc.) sacrifie les intérêts de ses citoyens. » (Manifeste du Mouvement VEGA, 2014), l'OTAN et tous les organismes économiques internationaux (FMI, BM, OMC, etc.). Si une révision de ceux-ci ne peut être menée, le Mouvement souhaite en sortir au plus vite.

De plus, le Mouvement constate que l'accroissement permanent de la haine anti-Occident est également le fait du capitalisme : « Toutes les dérives auxquelles peuvent mener le capitalisme concourent à créer une certaine forme de haine de l'occident dont se nourrissent les intégrismes. Le capitalisme porte en lui les germes de la guerre. Toutes les interventions des grandes organisations internationales se font sous couvert géostratégique, néocolonial ou de manière à étouffer des mouvements populaires légitimes. Ces tensions créent un climat de peur généralisée. » (Manifeste du Mouvement VEGA, 2014.) Par conséquent, le Mouvement revendique l'application de l'article 50 à la Belgique afin de renégocier les traités européens. De même, le Mouvement souhaite sortir de l'OTAN et engager l'abolition de celle-ci. L'anticapitalisme du Mouvement se manifeste donc largement à travers sa critique des grands organismes qui l'organisent.

Enfin, la critique capitaliste du Mouvement VEGA souhaite également revoir la notion de travail-salariat. Selon son programme, le travail nécessaire est limité. De ce fait, il faut gérer l'accès au travail lequel est aujourd'hui régi par la compétition. La notion de travail doit supplanter celle d'emploi. On retrouve cette idée dans les théories écosocialistes. Il faut davantage susciter l'intérêt pour le travail rémunéré sans toutefois abolir complètement le travail salarié. Le Mouvement VEGA veut en effet attirer l'attention sur la nécessité ou l'inutilité de certains métiers. Le travail salarié doit s'inscrire dans une économie sociale et coopérative et être choisi en fonction de ces données.

Enfin, il convient selon le Manifeste de réduire le temps de travail afin de partager l'emploi pour en donner l'accès au plus grand nombre, d'améliorer la santé et le bien-être des travailleurs, de lutter contre les inégalités de genre, de rééquilibrer la distribution entre travail et capital, de remettre le travail « contraint » à sa juste place et de donner du temps pour

l'exercice de la citoyenneté. Voilà en quoi consiste la révision écosocialiste de la notion de travail prônée par le Mouvement VEGA.

### *5.2.2 Le renouveau socialiste*

Une refonte du socialisme est également au programme du Mouvement VEGA. C'est à un retour au fondement même de celui-ci que le Mouvement invite puisque « l'humanité a en elle-même la possibilité de trouver des solutions à ses problèmes sociaux et environnementaux. » (Manifeste du Mouvement VEGA, 2014, p. 1.). Tout comme le préconise l'écosocialisme, c'est du socialisme que doivent émerger les grandes innovations écologiques. En effet, le Mouvement affirme également que le défi du socialisme de demain est d'inclure l'écologie parmi ses grands enjeux.

De plus, le socialisme du Mouvement VEGA souhaite mettre sur pieds une réglementation concernant les conditions d'accès aux richesses naturelles. Cette répartition équitable passe par la mise en œuvre d'une « démocratie économique » permettant à chacun et à tous de s'émanciper. Cette démarche socialiste s'associe à une lutte anticapitaliste car le système du capital ne permet pas à tout le monde de jouir des richesses naturelles et d'Etat. Comme nous le verrons dans la partie consacrée à l'économie du Mouvement VEGA, ce socialisme s'exprime également à travers une « économie de la mutualisation », laquelle correspond au modèle écosocialiste de l'économie de la coopération. A travers celle-ci, le socialisme du Mouvement fait écho aux enjeux économiques du socialisme écologique.

### *5.2.3 Une révision de la démocratie*

« A l'échelle internationale, la démocratie reste la clé de voûte du projet écosocialiste. A l'heure actuelle, les grandes instances économiques et financières internationales ne sont pas mues par des intérêts démocratiques mais par un libre-échange effréné qui ne consacre que les plus forts. L'OTAN également échappe à tout contrôle démocratique. Nous en appelons donc à des relations internationales fondées sur le respect des souverainetés populaires, les coopérations équitables, les recherches de complémentarité, la subordination de la finance et du commerce aux normes sociales et environnementales » (Manifeste du Mouvement VEGA, 2014.).

Tout le programme du Mouvement VEGA repose sur une réforme du système démocratique belge et international. D'ailleurs, l'un des chapitres du Manifeste est directement consacré à « l'approfondissement de la démocratie ». Selon eux, la voix des citoyens doit être le moteur de la délibération collective. Ils souhaitent prôner le pluralisme d'idées qui ne peut être garanti que par un Etat laïque et capable de préserver et d'étendre les conquêtes des droits civils et politiques. Ils défendent donc les libertés fondamentales en opposition aux dérives

sécuritaires et au racisme. Ils se disent républicains afin de faire prévaloir les intérêts collectifs sur les intérêts individuels : « Chaque citoyen, notamment à travers les différentes formes de participation aux affaires de la Cité, a vocation à être le dépositaire du bien-être collectif et à en devenir le porte-parole. » (Manifeste du Mouvement VEGA, 2014.).

Pour mener à bien cette révision de la démocratie, le Mouvement VEGA entend revaloriser le politique en suscitant l'engagement citoyen. Il s'attaque donc vertement aux organismes internationaux tels que l'Union européenne ou l'OTAN qui fonctionnent uniquement sous couvert des lobbies financiers. Le citoyen ne comprend plus le mode de fonctionnement politique de ces instances – si tant est qu'il l'eut un jour compris, et dès lors y perd de sa confiance en eux : « Le fonctionnement de la Zone Euro pose également problème. Le principal grief reproché est l'opacité de la Banque Centrale Européenne qui, dirigée par un groupe de personnes non élues, désignées par les instances dirigeantes de l'UE, possède un pouvoir immense sur la politique des pays européens. Son fonctionnement n'est absolument pas démocratique. Les intérêts qui la motivent ne sont pas ceux des populations européennes. » (Manifeste du Mouvement VEGA, 2014.). Ainsi donc, en accord avec les idéaux écosocialistes, le Mouvement VEGA souhaite une démocratisation de toutes les instances internationales ou, dans le cas où cela ne pourrait se faire, une sortie de celle-ci.

Comme le suggère les théoriciens écosocialistes, le Mouvement VEGA veut également ouvrir le plus largement possible les postes politiques à la société civile : « Nous envisageons de créer les rapports de force nécessaires pour résorber les crises par tous les moyens démocratiques possibles. Pour ce faire, nous souhaitons investir le champ institutionnel en participant à des coalitions sans toutefois jamais collaborer à une majorité exécutive politique qui prendrait des décisions contraires aux principes de ce manifeste. Nous collaborerons également avec le monde associatif et syndical. » (Manifeste du Mouvement VEGA, 2014.).

Concrètement, pour mener à terme cette révision, le Mouvement VEGA avance les mesures suivantes : capacité d'interpellation des élus pouvant aller jusqu'au référendum révocatoire, la reddition des comptes en cours ou en fin de mandat, les référenda d'initiative législative ou constitutionnelle ou la création de budgets participatifs. De même, cette révision passe par un renforcement du droit de vote des citoyens notamment aux élections relatives au monde du travail. Tous les travailleurs ne votent pas aux élections sociales, les responsables syndicaux ne sont pas élus mais désignés parmi leurs militants ou leurs salariés. Il convient donc de revoir l'organisation syndicale du travail. Par conséquent, il importe de mettre en place

un collège interprofessionnel afin d'élire les représentants syndicaux et permettre à tous les travailleurs, même ceux sans emploi, de voter.

#### 5.2.4 Une économie de la coopération

L'économie de la coopération typiquement écosocialiste se retrouve dans le Manifeste du Mouvement VEGA sous le qualificatif d' « économie de mutualisation ». Comme nous l'évoquions précédemment, le Mouvement VEGA entend se positionner en opposition au système capitaliste et à son productivisme illimité. Il entend s'attaquer aux institutions néolibérales et en particulier à l'Union européenne qui, « alors qu'elle prétend aspirer à la paix et la prospérité collective, n'a fait que favoriser la compétition généralisée pour devenir un bastion du néolibéralisme. Elle institutionnalise la compétition dévastatrice entre les Etats membres. D'autant qu'elle étend cette compétitivité jusqu'en-dehors de ses frontières. Ainsi, elle empêche de maîtriser et d'orienter le contenu de la production et de l'échange vers des objectifs utiles en ligne avec les besoins humains et le respect de la biosphère. » (Manifeste du Mouvement VEGA, 2014.). Cette opposition à l'Union européenne actuelle repose essentiellement sur la primauté qu'elle accorde aux intérêts du marché. Celle-ci bloque les tentatives d'harmonisation fiscale ainsi qu'une véritable politique environnementale.

Les mécanismes de coopération avancés par le Mouvement VEGA aspirent à mettre un terme aux inégalités entre pays du Sud et pays du Nord. Il s'agit donc avant tout de lutter contre le libre-échange frénétique qui ne permet qu'aux plus forts de jouir des ressources qu'il exploite. Ainsi, le Mouvement souhaite appliquer ce qu'il nomme la « la règle des 4R ». Celle-ci consiste à relocaliser l'activité, à reconverter l'outil industriel, à redistribuer le travail et à renforcer la sécurité d'existence. C'est autour de ces quatre piliers que s'articule l'économie de la mutualisation du Mouvement VEGA. On retrouve donc bien ici toutes les transformations écosocialistes à apporter au système économique. Cette « règle des 4R » a *in fine* pour objectif de réduire la production et la consommation au seuil du nécessaire, c'est-à-dire ce que le Mouvement appelle « le sens de la mesure ».

Le Mouvement VEGA souhaite également réorienter les dépenses publiques afin de créer un nouvel équilibre fiscal et social. Il veut notamment faire en sorte que l'impôt progressif sur le revenu et le patrimoine puisse permettre de produire la première source de financement des services collectifs. Deux démarches sont proposées en ce sens. Premièrement, il convient d' « immuniser une tranche de base plus élevée, puis restaurer une progressivité à la fois plus douce mais plus longue, en multipliant les paliers de progressivité et en relevant avec des paliers

supplémentaires les plafonds actuels. [Secondement], mettre en place un système de globalisation des revenus préalable à un calcul de l'impôt progressif sur l'ensemble des revenus quelles que soient leurs provenances. » (Manifeste du Mouvement VEGA, 2014.).

Enfin, le Mouvement VEGA aspire aussi à transformer la primauté accordée à la valeur d'échange en une souveraineté de la valeur d'usage. Cette démarche se retrouve dans tous les écrits de la littérature écosocialiste.

#### *5.2.5 Le renouveau écologique ou la critique du « capitalisme vert »*

Le Mouvement VEGA constate l'inefficacité des solutions actuelles apportées au problème écologique. Selon lui, le « capitalisme vert » est une « tromperie » et il entend dès lors critiquer une certaine forme d'écologie qui est trop longtemps restée soumise à des diktats impérialistes se contentant de culpabiliser les individus sans accuser les structures qui entérinent l'organisation économique actuelle. Cette écologie-là doit être battue en brèche pour laisser place à une véritable écologie sociale. C'est pourquoi, l'écologie du Mouvement VEGA se réclame de l'héritage de l'écologie politique antiproductiviste.

Dans cette perspective, le Mouvement critique l'écologie « mainstream » qui permet à l'« overshoot day » d'advenir chaque année un peu plus tôt. Le Mouvement souhaite inciter à la décroissance afin de faire reculer ce jour pour qu'il n'excède plus le 31 décembre. De plus, il entend rétablir une gestion démocratique et transparente des ressources en tant que biens publics de l'humanité. Cela implique une modification de notre Constitution nationale et du Droit européen ainsi que la création d'une référence mondiale de base en matière de respect environnemental.

## Résumé et mots-clés

Ce *Travail de fin d'études* a pour but de définir l'écosocialisme. Le (res)urgissement actuel de l'écosocialisme fait écho à la prise de conscience de plus en plus répandue des conséquences de l'action humaine sur l'environnement. A l'heure d'une accélération toujours plus effrénée des dommages écologiques induits par l'homme, il nous a semblé pertinent, dans le cadre de recherches en science politique, d'analyser et d'expliquer les alternatives politiques au système capitaliste. Notre étude commence par retracer la généalogie de l'écosocialisme depuis les premiers contacts politiques que l'Homme a entretenus avec la nature. Ensuite, nous nous attelons à faire la synthèse des grands thèmes écosocialistes pour aboutir à une définition la plus complète possible de cette idéologie. Enfin, nous appliquons cette définition à deux partis politiques européens se revendiquant comme étant écosocialistes : le Parti de Gauche en France et le Mouvement VEGA en Belgique.

Mots-clés : écosocialisme, socialisme, écologie, capitalisme, environnement.

